



Assemblée générale

Soixantième session

3^e séance plénière

Mercredi 14 septembre 2005, à 10 h 15
New York

Documents officiels

Coprésident : El Hadj Omar Bongo Ondimba (Président
de la République gabonaise)
Coprésident : M. Göran Persson. (Premier Ministre
du Royaume de Suède)

La séance est ouverte à 10 h 15.

Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale : réunion distincte sur le financement du développement

Le Coprésident (Gabon) : L'Assemblée générale va maintenant commencer la réunion distincte sur le financement du développement qu'elle a décidé de tenir conformément à sa résolution 59/291 du 15 avril 2005 au titre du point 53 de son ordre du jour provisoire.

L'Assemblée se souviendra que, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, le second Dialogue de haut niveau sur le financement du Développement a eu lieu ici à New York les 27 et 28 juin 2005. Il s'agissait de faire le bilan de la mise en œuvre du Consensus de Monterrey et de discuter des actions à entreprendre pour en assurer la pleine réalisation.

Nos présentes assises sur le financement du développement, qui en sont le prolongement, revêtent donc une importance toute particulière. Le processus lancé à Monterrey a servi de cadre pour explorer les voies et moyens permettant de mobiliser les ressources financières nécessaires au développement.

En effet, les ressources allouées au financement du développement sont encore très loin du minimum nécessaire. Cela hypothèque gravement la concrétisation des engagements pris il y a trois ans. C'est pourquoi il me plaît de saluer les décisions du Groupe des Huit (G-8) visant à annuler la dette des 18 pays en développement, ainsi que les autres mesures prises par l'Union européenne en vue d'accroître l'aide publique au développement. La décision historique des chefs d'État et de gouvernement du Sud de juin dernier à Doha de créer un fonds pour le développement participe de la même dynamique. Toutes les autres initiatives visant la mise en place de ressources, de mesures commerciales plus équitables dans le cadre du cycle de Doha et toutes celles portant sur les nouvelles sources de financement du développement sont à encourager. Dans ce contexte, il est indispensable de renforcer la cohérence des systèmes monétaires, financiers et commerciaux internationaux. Il est en effet de la responsabilité de la communauté internationale de se mobiliser en vue d'instaurer un système commercial multilatéral plus ouvert, plus équitable, et plus favorable au développement. Je forme le vœu que toutes ces actions aboutissent effectivement à la réalisation des objectifs arrêtés d'un commun accord par tous.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



Je donne maintenant la parole à S. E. M. Göran Persson, Premier Ministre de la Suède, Coprésident de la Réunion plénière de haut niveau.

Le Coprésident (Suède) (*parle en anglais*) : Le développement, la paix et la sécurité et le respect des droits de l'homme sont étroitement liés. Ensemble, ils constituent les conditions préalables à une vie vécue dans la dignité. Isolément, aucun ne pourra remédier adéquatement à la pauvreté ou créer de bonnes conditions de vie de par le monde. La pauvreté dans le monde relève d'une responsabilité morale commune. C'est l'une des grandes menaces auxquelles l'humanité doit faire face. Au cours de la présente réunion, j'attends de nous que nous réaffirmions que la pauvreté est un défi commun exigeant une action de toutes les parties. Lors du Sommet du Millénaire, les dirigeants du monde avaient défini un certain nombre de tâches à effectuer pour réduire la pauvreté de moitié d'ici à 2015. Les objectifs du Millénaire pour le développement ont joué un rôle déterminant pour rallier l'appui du public aux questions de développement et pour axer les efforts internationaux sur la réalisation de résultats quantifiables.

Ces cinq dernières années, des progrès impressionnants ont été faits dans de nombreux domaines. Ils ont cependant été trop lents dans d'autres domaines. Le progrès a été distribué de manière inégale entre les pays et à l'intérieur des pays. L'Afrique reste une région qui suscite de grandes préoccupations, mais d'autres régions du monde sont aussi à la traîne. À l'heure actuelle, les progrès réalisés dans les pays performants ne profitent qu'à quelques personnes. Une bonne moyenne ne se traduit pas nécessairement en une prospérité pour les plus pauvres. Nous devons donc réitérer nos promesses et redoubler d'efforts si nous voulons respecter nos engagements.

D'importantes initiatives ont été prises durant les préparatifs de cette réunion. Cinq pays ont atteint l'objectif d'aide publique au développement (APD) de 0,7 % du revenu national brut (RNB). Je suis fier d'annoncer que dans quelques mois, la Suède atteindra 1 % de son revenu national brut. L'Union européenne a arrêté un échéancier ferme pour atteindre l'objectif de 0,7 % d'ici à 2015.

Les initiatives du Groupe des Huit relatives à l'allègement de la dette et à l'Afrique constituent d'importantes contributions. Des formes novatrices de financement sont mises au point afin de compléter les

augmentations de l'APD. Les efforts faits pour accroître l'aide doivent être assortis de mesures visant à en améliorer la qualité. Dans le cadre de l'Organisation de coopération et de développement économiques, il a été convenu de prendre un certain nombre de mesures qui amélioreront l'efficacité de l'aide et renforceront le contrôle des bénéficiaires. Tous les pays doivent honorer ces engagements d'ici à 2010.

D'autres domaines, notamment le commerce et l'agriculture, ont de grandes répercussions sur le développement mondial. Assurer la cohérence des politiques est l'une des grandes responsabilités des gouvernements. C'est cela qui a incité mon pays à adopter une nouvelle politique en vertu de laquelle le Gouvernement doit œuvrer en faveur du développement durable et équitable dans tous les domaines. L'Union européenne a pris un engagement de même nature.

À Monterrey, en 2002, nous avons dégagé un nouveau consensus en matière de coopération internationale pour le développement. Les pays en développement assument la responsabilité première de leur propre développement. Pour parvenir à un développement durable et équitable, un certain nombre de choses doivent être en place : le respect des droits de l'homme et l'état de droit; des institutions démocratiques fortes; un investissement dans l'autonomisation des femmes et des filles; un environnement favorable à l'entreprise privée et à l'investissement étranger; des mesures efficaces de lutte contre la corruption; la transparence; et la bonne gouvernance.

Nous, dirigeants du monde, avons les moyens de façonner l'avenir. Nous avons également une responsabilité à l'égard de tous les citoyens du monde. Les espoirs sont grands. Relevons le défi et que notre legs soit la disparition de la pauvreté.

Je voudrais maintenant en venir à certaines questions d'organisation qui relèvent de la conduite de cette réunion.

Je tiens tout d'abord à parler de la longueur des déclarations : afin de pouvoir entendre tous les orateurs présents à cette réunion, et compte tenu du fait que nous devons terminer la liste avant 13 heures, j'engage vivement les orateurs à limiter leur déclaration à trois minutes.

Afin d'aider les orateurs à gérer leur temps de parole, un témoin lumineux a été installé sur le pupitre. Il fonctionne comme suit. Une lumière verte s'allumera au début de la déclaration; une lumière orange s'allumera 30 secondes avant la fin des trois minutes; et une lumière rouge s'allumera à la fin des trois minutes.

Pour ceux qui souhaitent présenter des félicitations, afin d'éviter de déranger les orateurs, je demanderais aux représentants de coopérer en restant à leur place après qu'une déclaration a été prononcée. J'invite d'autre part les orateurs, une fois leur déclaration faite, à sortir de la salle de l'Assemblée générale par la salle GA-200, qui se trouve derrière la tribune, avant de regagner leur place.

Allocutions à l'occasion de la Réunion plénière de haut niveau

Le Coprésident (Suède) (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Vicente Fox, Président des États-Unis du Mexique et chef de la délégation du pays d'accueil de la Conférence internationale sur le financement du développement.

Le Président Fox (*parle en espagnol*) : Avant de commencer mon intervention, je souhaite exprimer les sincères condoléances du Mexique au peuple et au Gouvernement des États-Unis pour les pertes tragiques en vies humaines et les dégâts matériels provoqués par l'ouragan Katrina. La générosité manifestée par les différents peuples montre que la solidarité et la coopération occupent désormais une place centrale dans les relations internationales. Voilà pourquoi, aujourd'hui, le Mexique unit ses forces à celles des autres pays pour apporter toute l'aide possible au peuple des États-Unis.

En 1945, le monde secoué par l'horreur décida de fonder une organisation qui préserverait les générations futures du fléau de la guerre. C'est ainsi que l'Organisation des Nations Unies vit le jour il y a 60 ans pour que les États puissent régler leurs différends et désaccords dans la paix et agir conjointement face aux graves problèmes de l'humanité. Il nous faut à présent amener notre Organisation à une étape supérieure de façon à prendre en charge et à résoudre des problèmes comme la faim, la pauvreté, le non-respect des droits de l'homme et le terrorisme, qui met en péril notre sécurité.

Nous nous félicitons de l'accord conclu il y a quelques heures à propos de la réforme de l'Organisation. Nous nous réjouissons de l'importance accordée aux thèmes que sont le développement humain et le financement du développement. C'est un bon point de départ. Néanmoins, nombre de tâches difficiles nous attendent encore. Dotons-nous d'une ONU puissante et efficace, d'une ONU digne du XXI^e siècle. Dans les discussions à venir, il faudra inclure entre autres thèmes celui de la prolifération et de la réduction des armes nucléaires. Avançons sur la voie d'un Conseil de sécurité rénové. Avançons tous ensemble dans la bonne direction. Établissons des calendriers et des échéances et prenons des engagements aux fins d'un monde meilleur.

Voilà près de quatre ans que nous avons décidé à Monterrey de donner une impulsion au développement de nos peuples en définissant des engagements et des buts concrets dans les objectifs du Millénaire pour le développement. Le Mexique a progressé de façon satisfaisante dans la réalisation des objectifs du Millénaire. Sur 12 objectifs pertinents pour le pays, sept ont déjà été remplis et quatre autres sont en passe de l'être, l'un de ces derniers nécessitant un effort supplémentaire de notre part.

Pour que les objectifs du Millénaire continuent de servir leurs fins, je voudrais proposer à cette assemblée plénière que les pays affichant un niveau de développement comparable à celui du Mexique se fixent de nouveaux objectifs adaptés à leur réalité. Il est possible d'aller plus loin dans la réduction de la pauvreté, il est possible d'être plus ambitieux dans la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes, il est possible de viser des résultats plus significatifs dans l'éducation et la santé.

Aujourd'hui, nous sommes tenus, au sein de notre Organisation, d'élaborer des mécanismes et instruments et de renforcer ceux déjà en place en vue d'honorer les engagements pris. Il faut passer des discours d'intention politique à des mesures concrètes si nous voulons venir à bout des problèmes graves, comme la pauvreté. Il faut traduire nos paroles en engagements clairs et chiffrables et selon un calendrier.

Au Sommet de Monterrey, nous avons forgé une alliance historique entre les pays développés et ceux en développement; entre l'ONU et les institutions de Bretton Woods et l'Organisation mondiale du commerce. Cette alliance profite à tous en ce qu'elle

devrait réduire les retards qui ralentissent la progression des nations en développement.

Ensemble, nous viendrons à bout de la pauvreté. Il est inadmissible que subsistent de petits îlots de prospérité au milieu d'océans de misère. Dans le monde interdépendant qui est le nôtre, la pauvreté exacerbe les autres fléaux, elle engendre l'instabilité, les conflits et la violence, qui ne connaissent aucune frontière, tout en faisant naître des menaces à la paix et à la sécurité au niveau régional et mondial. Voilà pourquoi nous devons reconnaître et accepter l'urgence de faire en sorte que les mécanismes de coopération en faveur du développement élaborés à Monterrey portent leurs fruits au plus vite.

Il est encourageant de noter que des pays développés avancent dans la réalisation de l'objectif consistant à consacrer 0,7 % de leur produit national brut au titre de l'aide au développement et que d'autres se sont fixé des échéanciers précis dans ce sens. Signalons toutefois, de façon claire et franche, que, même une fois atteint cet important objectif – que nous devons nous forcer à atteindre –, l'éradication de la pauvreté dans le monde ne s'en trouvera pas nécessairement garantie. Il faut faire plus, bien plus encore.

Il est primordial de rendre l'aide plus efficace et de l'axer sur la réduction de la pauvreté. Je félicite le Groupe des Huit d'avoir pris l'engagement, lors de son sommet en Écosse, d'annuler la dette multilatérale de 18 pays pauvres très endettés. Nous devons à présent épauler cette initiative en en faisant bénéficier d'autres pays aux prises avec des difficultés similaires.

Les mesures visant à alléger le fardeau de la dette de ces autres pays tout en favorisant la modernisation de leurs infrastructures, l'investissement, les créations d'emplois, l'ouverture des marchés des pays développés aux produits agricoles et manufacturés des nations en développement constituent l'un des meilleurs moyens de combattre la pauvreté. Engageons-nous aujourd'hui à ce que le cycle de négociations de Doha pour le développement débouche sur des résultats concrets en termes de libre accès aux marchés et aux services, de facilitation du commerce et de définition de règles offrant des garanties. Engageons-nous également à ce que les pays en développement participent à part entière au processus décisionnel au sein des organismes économiques internationaux. Renouvelons les engagements pris à

Monterrey et resserrons le dialogue entre les institutions.

La mise en œuvre prompte et efficace des accords conclus ainsi que le respect des engagements pris par consensus sont des conditions indispensables pour atteindre les objectifs énoncés dans la Déclaration du Millénaire.

À l'occasion du soixantième anniversaire de notre Organisation, nous devons reconnaître que la sécurité collective, le développement économique et le plein respect des droits de l'homme sont des questions intimement liées et inséparables. Nous ne parviendrons pas à éliminer les différentes menaces à la sécurité si nous ne réalisons pas de véritables progrès dans le programme de travail commun en faveur du développement que nous nous sommes fixé.

Le Mexique réaffirme ici son engagement au sein de l'alliance mondiale en faveur du développement créée par le Consensus de Monterrey. Le Mexique réaffirme aujourd'hui qu'il va continuer à jeter des ponts entre les pays développés et les pays en développement. Notre engagement doit être à la hauteur de nos besoins considérables.

J'invite chacun et chacune de vous et toutes les nations à redoubler d'efforts pour que nous avancions ensemble, avec certitude et efficacité, pour construire et mettre en œuvre le nouveau programme de développement mondial dont nous sommes convenus à Monterrey. Sur la base du document approuvé hier, construisons ensemble une nouvelle Organisation des Nations Unies forte et un monde meilleur, où règnent l'harmonie, la paix, le développement et la prospérité.

Le Coprésident (Suède) (*parle en anglais*) : J'invite maintenant S. E. M. Kofi Annan, Secrétaire général des Nations Unies, à prendre la parole.

Le Secrétaire général (*parle en anglais*) : Ce dernier quart de siècle a été marqué par le recul le plus spectaculaire de l'extrême pauvreté que le monde ait jamais connu. Pourtant, comme beaucoup d'entre vous ne le savent que trop, la solidarité internationale est toujours très loin de répondre aux besoins.

Il y a cinq ans, ici à New York, les dirigeants politiques du monde entier ont pris l'engagement suivant dans la Déclaration du Millénaire :

« Nous ne ménagerons aucun effort pour délivrer nos semblables – hommes, femmes et

enfants – de la misère, phénomène abject et déshumanisant... » (*résolution 55/2, par. 11*).

Il y a trois ans, à la Conférence internationale sur le financement du développement, nombre d'entre vous faisaient partie des gouvernants qui ont apporté leur appui au Consensus de Monterrey. Vous avez dit que votre objectif était d'éliminer la pauvreté, vous vous êtes inquiétés de ce que les ressources mobilisées étaient terriblement insuffisantes et vous avez souligné que votre volonté d'agir ensemble était plus forte que jamais.

D'importants progrès ont été accomplis vers la tenue de ces promesses et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. L'aide a nettement augmenté. L'Union européenne a fixé un calendrier qui mène à la réalisation en 2015 de l'objectif des 0,7 %. Les pays du G-8 sont convenus d'un allègement substantiel de la dette de plusieurs pays. De nouvelles idées prometteuses sont à l'étude, par exemple la Facilité de financement internationale.

La qualité de la gouvernance et des politiques s'améliore rapidement dans la plupart des régions du monde. Nombreux sont les pays en développement dont le gouvernement investit dans la population, promeut la démocratie et l'état de droit, lutte contre la corruption et est heureux de prendre le secteur privé comme partenaire.

Pourtant, il reste encore énormément de misère accumulée. La tâche à laquelle nous devons maintenant nous atteler est de passer des conquêtes de ces dernières années à un pacte pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, dans l'esprit du Consensus de Monterrey.

Au niveau national, cela signifie que l'État doit pratiquer une bonne gouvernance et mobiliser les ressources du pays. En outre, il faut absolument qu'il élabore des stratégies suffisamment ambitieuses pour lui permettre d'atteindre d'importants objectifs de développement, dont bien sûr les objectifs du Millénaire.

Quant à la communauté internationale, elle doit appuyer ces mesures par des réformes de grande envergure à l'échelle mondiale : elle doit augmenter et améliorer l'aide, adopter des politiques commerciales qui donnent leur chance aux pays en développement, investir davantage dans les pays les plus pauvres et ouvrir les institutions au monde en développement,

afin que celui-ci puisse mieux se faire entendre. L'Assemblée générale et le Conseil économique et social doivent participer plus activement à l'action, en assurant le suivi des progrès accomplis, en proposant leurs conseils et, le cas échéant, en sonnant l'alarme. L'opinion publique mondiale jouera elle aussi un rôle capital dans l'accomplissement de cette mission.

Le document adopté hier comme document final officiel de ce sommet ne répond pas à tous nos espoirs. Mais on peut dire, sans risque de se tromper, que ce sommet a réellement fait fonction de catalyseur pour les progrès en faveur du développement que nous appelons de nos souhaits depuis bien des années.

Quels que soient les désaccords qui subsistent entre nous sur certaines questions, et même si d'autres – celles qui concernent le commerce, par exemple – appellent une poursuite du débat, nous avons fait de réels progrès dans le sens d'un allègement de la pauvreté extrême et insensée dont souffrent tant de personnes dans le monde.

La déclaration issue de ce sommet trace la voie vers un véritable partenariat mondial pour le développement. Il consacre les principes de partage des tâches et de responsabilité mutuelle, qui constituent l'essence même du Consensus de Monterrey. Et il incarne l'idée qui est au cœur même du processus, à savoir que chaque pays doit prendre en charge son propre développement.

Le monde attend de nous que nous fassions preuve de l'autorité voulue pour appliquer intégralement et sans retard les décisions liées au développement prises à ce sommet. C'est une question de moralité, mais aussi de sécurité et d'intérêt bien compris. L'occasion nous est donnée de sauver des dizaines de millions de vies dans les 10 ans qui viennent et d'arracher des centaines de millions de personnes à la misère. Ne les décevons pas.

Le Coprésident (Suède) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de sa déclaration.

L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Pervez Musharraf, Président de la République islamique du Pakistan, chef de l'État du Président du Conseil économique et social pour 2005.

Le Président Musharraf (*parle en anglais*) : C'est en effet un grand honneur pour moi de prendre part à cette réunion au sommet sur le financement du

développement alors que le Pakistan assure la présidence du Conseil économique et social.

À Monterrey, nous avons décidé de prendre des mesures en vue d'atteindre certains objectifs de développement spécifiques, en créant le financement nécessaire. À ce sommet du sixième anniversaire, nous allons nous féliciter d'un certain nombre de mesures adoptées depuis Monterrey. Toutefois, il est clair que des mesures spécifiques et substantielles devront être prises pour atteindre les objectifs visant à mettre fin à la pauvreté et à garantir une vie de dignité pour tous nos peuples.

Il nous est possible de susciter la volonté politique nécessaire pour mettre un terme à la pauvreté dans le monde de notre vivant. Après tout, nous disposons d'un large accord pour ce qui est des politiques et des objectifs du développement : du soutien visible des gens ordinaires au programme de développement, de la disponibilité mondiale des ressources financières et technologiques et des exemples de succès économique dans bon nombre de pays en développement.

La feuille de route des mesures tant nationales qu'internationales est parfaitement claire. Premièrement, il faut des politiques nationales saines et une bonne gouvernance. De bonnes politiques sont à même d'assainir les pires économies. Au Pakistan, avec de bonnes politiques, nous sommes parvenus en quatre ans à une stabilisation macroéconomique et nous avons accéléré la croissance économique qui est passée à 8,4 % cette année, un des taux de croissance les plus élevés d'Asie, dans pratiquement tous les secteurs de l'économie, notamment l'industrie, l'agriculture, l'énergie, les télécommunications, les services et les technologies de l'information. Avec un espoir réaliste de paix dans notre région, nous nous efforcerons de maintenir cette tendance positive en forgeant des partenariats économiques plus étroits avec la Chine, l'Asie du Sud, l'Asie centrale, l'Asie orientale et occidentale, y compris la région du Golfe, ainsi qu'avec nos partenaires des pays développés.

Deuxièmement, le développement ne saurait se produire sans un financement suffisant. Nous devons recourir à tous les mécanismes possibles en vue de susciter ce financement. La mobilisation des ressources est la source la plus importante du développement. Au Pakistan, nous avons adopté plusieurs modalités pour ce faire, comme l'utilisation de subventions de

l'étranger pour éponger notre dette ancienne la plus élevée, ainsi que des échanges de taux d'intérêt, l'établissement de droits de propriété pour les pauvres et la création d'un fonds de développement humain grâce à un partenariat entre les secteurs public et privé.

Je voudrais ici faire part de l'expérience du Pakistan sur la manière dont nous avons obtenu un revirement de notre économie en un laps de temps très court. Les deux domaines sur lesquels nous avons porté nos efforts et qui nous semblaient être à la base du malaise économique du Pakistan, étaient celui du déficit fiscal et celui de la balance des paiements. Tout d'abord, nous nous sommes attaqués au problème du déficit fiscal en réduisant nos dépenses, liées essentiellement à l'établissement : nous avons réduit les frais d'établissement. Deuxièmement, nous avons gelé nos dépenses en matière de défense et troisièmement, nous avons arrêté l'hémorragie dans toutes les entreprises du secteur public. Du côté positif, nous avons accru la production de recettes en étayant notre économie, ce qui nous a permis d'accroître nos recettes de plus de 100 %. Voilà comment nous avons ramené notre déficit budgétaire de 8 % à moins de 4 %.

Pour ce qui est maintenant du déficit de la balance des paiements, qui s'élevait à plus de 5 milliards de dollars des États-Unis il y a cinq ans, nous avons réduit nos dépenses, essentiellement consacrées au service de la dette. Nous les avons réduites grâce à une annulation et un allègement de la dette et grâce à une méthode de réduction de nos propres dettes. Du côté positif, nous avons augmenté nos recettes d'exportation de plus de 100 %, et les transferts de fonds de plus de 500 %. Nous avons augmenté l'investissement direct étranger de plus de 400 % au cours des cinq dernières années. C'est ainsi que nous avons obtenu ce redressement de l'économie, en réduisant le déficit fiscal et en transformant la balance des paiements de façon qu'elle ne soit plus déficitaire mais excédentaire.

Je voudrais dire toutefois qu'un développement rapide ne peut pas s'obtenir par un seul financement intérieur. Il exige des montants considérables de financement extérieur, sous forme de subventions, de prêts, de recettes d'exportation et d'investissement direct étranger ou autres apports de capitaux.

L'aide publique au développement est la source la plus importante de financement pour les pays les plus pauvres. Nous nous félicitons des engagements

souscrits par la plupart des pays développés en faveur de l'objectif de 0,7 % du PNB. Les efforts en vue de créer des mécanismes innovants pour le financement du développement méritent également d'être soutenus de manière universelle. Les idées tant nouvelles qu'anciennes en faveur de ce financement méritent d'être examinées.

La plupart des pays en développement continuent d'avoir besoin d'une aide financière extérieure pour réaliser directement les objectifs d'élimination de la pauvreté, du développement de l'infrastructure et des compétences ainsi que de création de capacités de production et d'exportation. Nous nous félicitons de la déclaration du Groupe des Huit relative à une annulation des dettes, ainsi que des engagements souscrits en faveur d'une amélioration de l'aide publique au développement selon des délais fixés et des efforts en vue d'un financement supplémentaire novateur. Le véritable impact dépendra de la manière dont ces systèmes seront mis en œuvre.

Les apports d'investissement direct étranger peuvent et doivent être étendus à un cercle plus large de pays en développement. Ils facilitent le transfert de technologies, créent des emplois, améliorent la productivité, accroissent la compétitivité, accélèrent la croissance économique et éliminent la pauvreté.

Troisièmement, un système commercial international ouvert et équitable est indispensable pour une croissance et un développement soutenus. Les objectifs du développement du cycle de Doha doivent être atteints.

Enfin, il nous faut une bonne gouvernance non seulement au niveau national mais aussi mondial, ce qui implique une certaine équité dans la manière dont les politiques économiques internationales sont conçues.

La réforme et la revitalisation de l'ONU, auxquelles tant d'énergie est consacrée, ne peuvent découler que des principes de justice et d'égalité consacrés par la Charte. La réforme de l'ONU restera lettre morte tant que la pauvreté à grande échelle, la faim et la maladie continueront de sévir dans un grand nombre de nos nations, que des conflits continueront de frapper tant de sociétés et que le monde continuera d'être inégal, de manière aussi généralisée et à bien des égards, injuste à l'égard des pauvres et des impuissants. Le sommet de septembre doit prendre des mesures déterminées pour remédier à ces inégalités et

surmonter les privations que connaissent la majorité des peuples du monde.

Le Coprésident (Suède) (*parle en anglais*) : Nous recevons des plaintes à propos de la durée des interventions. Nous étions convenus d'une limite de trois minutes : veuillez la respecter. Si les intervenants ont des discours plus longs, ils peuvent les distribuer dans la salle sous forme écrite, mais à la tribune, la limite de temps est de trois minutes et chacun doit respecter cette règle.

Je donne maintenant la parole à M. Paul Wolfowitz, Président de la Banque mondiale.

M. Wolfowitz (Banque mondiale) (*parle en anglais*) : Il y a cinq ans, une vision remarquable du monde était présentée dans ce lieu même, vision qui incarnait progrès et espoir pour l'humanité. Les dirigeants des pays tant riches que pauvres faisaient la promesse audacieuse de faire passer dans les annales de l'histoire la lutte contre la faim, la pauvreté et la maladie.

Les objectifs du Millénaire pour le développement ont établi des critères à l'aune de laquelle l'humanité mesurera notre responsabilité. Ils ont également mis entre nos mains un instrument essentiel pour évaluer les progrès.

Néanmoins, le seul fait de mesurer les progrès n'entraînera pas de résultats. Des progrès rapides ont permis à nombre de pays à se remettre sur la voie de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Mais soyons francs. Un grand nombre de pays parmi les plus pauvres, notamment en Afrique subsaharienne, n'atteindront pas les objectifs à temps. Nous devons mettre au point des programmes réalistes pour les mettre sur la bonne voie. Le moment est venu d'agir. Pour cela il faudra que les pays en développement améliorent leurs résultats et que les pays développés tiennent leur promesse d'accroître l'aide. Il faudra supprimer les barrières commerciales et mettre fin aux subventions agricoles qui portent préjudice aux agriculteurs et aux petites entreprises. Il faudra également renforcer le secteur privé et encourager une société civile dynamique dans les pays en développement. Tant les pays riches que les pays pauvres ont la responsabilité de lutter contre la corruption et de renforcer la gouvernance et l'obligation de rendre des comptes.

J'ai rencontré au Rwanda une femme remarquable dont l'ardeur au travail et la détermination symbolisent les talents et les rêves de millions d'Africains. Béatrice Gakuba a quitté le confort d'une vie en Occident pour commencer une entreprise de culture de fleurs au Rwanda, où elle est née. En dépit d'obstacles considérables, elle a développé sa petite ferme horticole et créé des emplois pour près de 200 Rwandaises des zones rurales. Lorsque j'ai demandé à Béatrice les raisons pour lesquelles elle avait décidé de se lancer dans une entreprise aussi redoutable, elle a répondu : « Je suis venue ici pour faire pousser de très belles fleurs sur les cendres du génocide ». L'obstacle le plus important auquel elle s'est heurtée pour créer encore plus d'emplois n'est pas tant l'absence de main d'œuvre qualifiée ou d'esprit d'entreprise que la faiblesse d'une infrastructure où l'apport en électricité est aléatoire et où les transports sont hors de prix.

Grâce à des politiques bien conçues, le Rwanda a fait beaucoup de chemin depuis ses années de souffrance et de conflit, avec une croissance annuelle d'environ 6 % en moyenne. Certains autres pays africains sont sur la bonne voie mais pour faire de l'Afrique un continent rempli d'espoir, ils ont besoin de notre aide.

La responsabilité de faire davantage et de faire mieux ne peut être laissée au seul monde développé. Elle exige davantage que des sommets au plus haut niveau; elle exige des résultats immédiats. La Banque mondiale élabore actuellement un Plan d'action pour l'Afrique comportant 25 initiatives pour améliorer la situation sur les plans de l'éducation, des routes et de l'électricité avec des objectifs de financement et des résultats mesurables.

Nous avons aujourd'hui un choix à faire. Nous avons promis, ici, il y a cinq ans, d'aider à apporter aux plus pauvres l'espoir, la dignité et des perspectives d'avenir. Nous avons promis de mesurer les résultats et de les atteindre. Alors que nous sommes réunis ici, n'oublions pas les Béatrice Gakuba du monde qui se tiennent prêtes à transformer leur pays. Aujourd'hui, c'est à elles qu'il nous faut rendre compte.

Le Coprésident (Suède) (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M. Rodrigo de Rato y Figaredo, Directeur général du Fonds monétaire international.

M. de Rato (Fonds monétaire international) (*parle en anglais*) : Je suis très heureux d'être ici, au

nom du Fonds monétaire international (FMI), en présence d'un si grand nombre d'éminents dirigeants. C'est le monde entier qui est représenté ici aujourd'hui et les citoyens du monde partagent un désir profond : voir disparaître la pauvreté extrême. J'espère que ce sommet nous permettra de nous approcher de la réalisation de ce désir.

En tant que partenaire de l'effort mondial pour réduire la pauvreté, le FMI est un partisan fervent du Consensus de Monterrey et s'est engagé à aider les pays à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Nous y participons à de nombreux égards, notamment par la création d'un nouveau mécanisme visant à fournir un appui financier aux pays à faible revenu qui subissent des chocs tels que le prix élevé du pétrole ou les catastrophes naturelles.

Nous essayons toujours, dans nos conseils en matière de politiques, de rendre notre travail plus efficace et de tirer les leçons acquises de nos expériences. Qu'avons-nous retenu? Quelles sont les mesures requises de la communauté internationale, des pays à faible revenu, des pays bailleurs de fonds et des institutions multilatérales comme le Fonds monétaire international, pour progresser plus rapidement vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement?

D'abord et surtout, nous avons besoin de politiques dans les pays à faible revenu qui favorisent la croissance économique. La croissance est le principal moteur du développement. Pour enregistrer une croissance économique, les pays ont besoin au minimum de trois choses : la stabilité économique et financière, des politiques structurelles qui aident le secteur privé à prospérer et un environnement extérieur qui vienne en appui. Les conseils en matière de politiques et l'aide financière aux pays à faible revenu fournis par le Fonds monétaire international continueront de promouvoir des politiques en faveur de la stabilité et de la croissance, et notre assistance technique continuera de se concentrer sur le développement des institutions économiques clefs qui sont essentielles au développement de l'initiative privée.

Un des éléments qui constituent un environnement extérieur propice est la stabilité financière mondiale – et la promotion de celle-ci est au cœur de nos travaux au FMI – et sans aucun doute aussi une plus grande libéralisation des échanges

commerciaux. Lorsque j'étais au Bénin en mai dernier, j'ai été informé de première main par les agriculteurs et les fonctionnaires des gouvernements de toute l'Afrique de l'Ouest des dommages qui étaient causés à l'agriculture des pays en développement par les politiques protectionnistes du monde développé. Mais si ces barrières venaient à être éliminées, la capacité qu'ont de nombreux pays africains à faire concurrence serait toujours limitée. Nous savons tous que les échanges entre pays africains font partie de ceux qui reviennent le plus cher au plan mondial. Tous les pays, y compris les pays en développement, doivent travailler ensemble pour abaisser les barrières commerciales et pour supprimer les subventions qui faussent le commerce. La prochaine mesure essentielle pour parvenir à cela doit être de parvenir à un accord sur des réformes ambitieuses dans le cycle de négociations commerciales de Doha.

Il nous faut aider davantage les pays en développement, et les engagements récents pris par les pays du Groupe des Huit sont en effet les bienvenus. Comme je l'ai dit ici il y a un an, le FMI est partisan depuis longtemps d'une augmentation des flux d'aide et de l'allègement de la dette, et nous nous attachons intensivement à déterminer la manière dont nous pourrions mieux donner effet à la proposition du Groupe des Huit d'annulation de la dette. Parallèlement, nous devons veiller à ce que des institutions comme le FMI continuent de bénéficier de ressources financières pour aider tous les pays à faible revenu dans le futur.

Mais nous avons également besoin d'une aide plus judicieuse ainsi que d'une utilisation plus judicieuse de cette aide. Les flux d'aide devraient être prévisibles et correspondre aux besoins des pays. Aussi, au fur et à mesure que l'aide s'accroît, il est tout particulièrement important d'être conscient des relations complexes qui existent entre les flux d'aide, le cadre macroéconomique, les budgets nationaux et les dépenses nécessaires pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Le FMI peut aider les pays à améliorer leurs politiques macroéconomiques et leur gestion des dépenses publiques afin qu'ils puissent employer l'aide plus efficacement – par exemple, pour des dépenses d'éducation et de santé ciblées – et peut également aider les gouvernements à tirer parti des bénéfices de l'absorption de l'aide. Le FMI s'impliquera plus avant

dans ces questions au fur et à mesure que l'aide s'accroîtra.

Un poète a écrit qu'aucun homme n'est une île à lui seul. Nous sommes rassemblés, ici, aujourd'hui, sur une île, Manhattan, mais c'est une île qui est étroitement reliée au reste du monde. En cette ère de mondialisation, le bien-être et la sécurité de tous sont liés. Des mesures prises ici ou à Bruxelles ou à Pékin changeront les vies des enfants du Bénin et du Bangladesh. Nous devons faire face à nos responsabilités. Nous devons œuvrer à élaborer de meilleures politiques, à accroître les échanges, à accorder davantage d'aide et à mieux l'utiliser, afin que ces enfants puissent créer un avenir meilleur pour leurs propres enfants.

Le Coprésident (Suède) (*parle en anglais*) :
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Percival James Patterson, Premier Ministre et Ministre de la Défense de la Jamaïque, au nom du Groupe des 77 et de la Chine.

M. Patterson (Jamaïque) (*parle en anglais*) :
Messieurs les Coprésidents, le Groupe des 77 et de la Chine, au nom duquel je prends la parole aujourd'hui, est très heureux que vous présidiez tous deux cette réunion très importante. Nous nous réunissons ici pour évaluer nos efforts s'agissant de la fourniture du financement nécessaire pour le développement des pays en développement dans le cadre de nos engagements conjoints pris lors du Sommet du Millénaire et au cours des différentes conférences et réunions au sommet consacrées au développement depuis les années 90. Nous tournant vers l'avenir, nous devons déterminer le financement supplémentaire requis et le fournir pour veiller à ce que les objectifs et les buts de développement, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement, soient atteints, dans le délai fixé.

Depuis le Sommet du Millénaire, les pays en développement ont procédé à des transferts nets de plus de 1 174,5 milliards de dollars américains vers les pays développés. Ces transferts négatifs ont persisté malgré les engagements pris par les pays développés d'accroître l'aide publique au développement, de réduire la dette et le service de la dette, d'ouvrir leurs marchés aux produits des pays en développement et d'encourager l'investissement privé dans les pays en développement.

Tandis que les ressources des pays en développement affluent sans entrave vers les pays développés, les initiatives et programmes des pays développés, qui transfèreraient des ressources ou fourniraient un accès aux pays en développement, sont ou négligeables, bloqués dans la phase de négociations, ou assortis de conditionnalités extrêmement strictes.

Les pays en développement ont mené une action importante pour accroître leurs ressources nationales, mais une grande partie de ces ressources n'est pas disponible pour investir dans le développement car les gouvernements ont été forcés de l'utiliser pour le service de la dette, notamment pour les banques multilatérales de développement et comme réserves internationales.

Les flux d'investissement se sont rétablis et ont atteint la moyenne annuelle des années précédant la crise asiatique. Ces flux, principalement les investissements étrangers directs, sont toutefois concentrés dans quelques grands pays en développement tandis qu'on observe un déclin constant des flux vers les autres régions.

On a noté, jusqu'à une date récente, un fléchissement accusé dans l'application des engagements après le Consensus de Monterrey, notamment en matière de mobilisation des ressources financières pour le développement.

Le Groupe des 77 et la Chine sont en conséquence particulièrement encouragés par les engagements récents de l'Union européenne d'augmenter de manière substantielle l'aide publique au développement, et de mettre en place des échéanciers fermes pour que ses membres atteignent l'objectif de 0,7 %. Nous appelons les autres pays développés à faire de même.

Il y a eu depuis 2000 des réductions des ratios de dette/ revenu national brut et service de la dette/recettes à l'exportation, du fait des efforts soutenus de remboursement par les pays en développement et de l'allègement de la dette.

Sans ignorer l'Approche d'Évian de 2003, il n'y a toutefois pas eu de véritable initiative visant à examiner la question de la dette des pays en développement à revenu faible ou moyen qui ne sont pas bénéficiaires de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés. Cette charge est beaucoup trop lourde pour un grand nombre d'entre eux.

Il n'y a pas eu de progrès dans les négociations du Cycle de développement de Doha et les consultations n'ont jusqu'à présent pas débouché sur les instructions indispensables à la réunion ministérielle de Hong Kong, qui se tiendra en novembre, pour faire progresser la situation des pays en développement.

Il y a eu de nombreuses études et propositions à cet égard, notamment l'initiative du Président du Brésil en vue de lutter contre la faim et la pauvreté. Nous nous félicitons de toutes ces initiatives, mais nous notons qu'aucune n'a encore fait l'objet d'un accord permettant leur mise en œuvre.

Nous devons œuvre faire preuve d'ambition et de détermination face à l'évaluation selon laquelle nous ne sommes pas prêts d'atteindre les objectifs fixés par les sommets orientés vers le développement, notamment du fait des restrictions en matière de financement et étant donné que les transferts annuels nets moyens des pays en développement vers les pays développés représentent 230 milliards de dollars. Il ne suffit pas de fixer des objectifs; il convient de les mettre en œuvre dans les délais fixés.

Il devrait être désormais très clair pour nous tous que nous ne pourrions combler le fossé du financement du développement en prenant des demi mesures. Nous devons avancer à pas de géant. Je vous invite à la faire dès à présent.

Le Coprésident (Suède) (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de Son Excellence M. Olusegun Obasanjo, Président de la République fédérale du Nigéria, au nom de l'Union africaine.

Le Président Obasanjo (*parle en anglais*) : Je suis très heureux que nous nous retrouvions à nouveau dans le cadre d'un sommet pour débattre du financement pour le développement trois ans après Monterrey. Notre débat vient compléter de manière opportune l'examen de la mise en œuvre de la Déclaration du Millénaire ainsi que les résultats des autres grandes conférences et sommets des Nations Unies dans les domaines économique et social, et les domaines connexes.

Nous, en Afrique, reconnaissons qu'il nous appartient d'assurer la responsabilité principale de faire face à nos défis en matière de développement et pour prendre des mesures pratiques dans le cadre de

l'adoption du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) qui est le cadre principal de réalisation du développement durable. La prise en charge et la responsabilité sont les principes qui sous-tendent le Consensus de Monterrey, lequel insiste sur le partenariat s'agissant de mobiliser les ressources nationales, fournir un environnement favorable à l'investissement étranger, assurer une bonne gouvernance à tous les niveaux et la participation du secteur privé au financement du développement.

Depuis Monterrey, des efforts louables ont été réalisés, notamment en ce qui concerne l'augmentation du volume de l'aide publique au développement vers les pays en développement, en particulier en Afrique; la décision du G-8 d'annuler la dette multilatérale de 18 pays pauvres très endettés; et l'annonce d'un échéancier de l'Union européenne en vue d'atteindre l'objectif de 0,7 % du PNB à consacrer à l'aide publique au développement, remplissant ainsi un engagement pris depuis fort longtemps. En outre, des initiatives nouvelles telles que la Facilité de financement internationale préconisée par le Royaume-Uni; les actions contre la faim dirigées par le Brésil et la campagne française pour un prélèvement sur le prix des billets aériens vont fournir des ressources permettant de compléter l'aide publique au développement. Ce sont des mesures positives en vue de réaliser la vision du Consensus de Monterrey. Nous saluons les pays qui ont atteint ou ont volontairement dépassé l'objectif des 0,7 %. Nous demandons instamment aux pays qui n'ont pas atteint cet objectif de prendre les mesures nécessaires à cette fin.

Le Consensus de Monterrey a correctement indiqué que le commerce était le moteur du développement économique et appelle à un système commercial plus ouvert et équitable, qui repose sur des règles et qui soit prévisible et non discriminatoire. Pour y parvenir, il est indispensable que les négociations sur le Programme de Doha pour le développement se terminent à temps, en donnant un résultat positif et propice au développement. Il convient, à cette fin, d'agir rapidement en vue d'éliminer les subventions nationales qui faussent les exportations et les échanges, surtout dans le domaine agricole.

L'Afrique a besoin d'un véritable partenariat pour surmonter ses nombreuses difficultés et problèmes. Parmi d'autres options, l'Afrique a besoin d'un accès au marché et d'investissements pour dégager des

ressources lui permettant d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement.

Le Coprésident (Suède) (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Hilary Benn, Secrétaire d'État au développement international du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, qui interviendra au nom de l'Union européenne.

M. Benn (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : L'an dernier, le sida, la tuberculose et le paludisme ont coûté la vie à 6 millions de personnes dans le monde. Aujourd'hui, 100 millions d'enfants ne sont pas là où ils devraient être : à l'école. Ce soir, comme chaque soir, des millions d'hommes, de femmes et d'enfants iront au lit le ventre vide. Ce sont trois raisons pour lesquelles ce que nous faisons ici aujourd'hui a son importance. Ce sont trois raisons pour lesquelles nous devons dire la vérité sur ce que vivent tant de nos congénères. Ce sont trois raisons pour lesquelles, ayant entendu la voix de la vérité, nous devons agir et agir maintenant.

Comme cela est énoncé dans la déclaration écrite que je présente au nom de l'Union européenne, les chefs d'État et de gouvernement européens ont adopté en juin la mesure historique de doubler le montant de l'aide d'ici à 2010. Les 15 États membres se sont engagés à atteindre l'objectif de 0,7 % fixé par l'ONU d'ici à 2015, s'ils ne l'ont pas déjà atteint. J'espère que d'autres pays suivront.

En juillet à Gleneagles, les dirigeants du G-8 ont ajouté leur engagement à ceux de l'Union européenne et convenu d'augmenter l'aide globale de 50 milliards de dollars par an d'ici à 2010, la moitié étant versée à l'Afrique. Le G-8 a également convenu de s'efforcer d'assurer l'accès universel aux traitements contre le sida d'ici à 2010 et de favoriser l'enseignement primaire gratuit, le financement de la lutte contre le paludisme et l'accès gratuit aux soins de santé de base dans les pays qui le souhaitent.

Mais, malgré les progrès enregistrés, nous savons, à en juger par les tendances actuelles, que nombre des objectifs du Millénaire pour le développement ne seront pas atteints dans 100 – ou 150 ans. Les pauvres dans le monde ne peuvent attendre aussi longtemps. Il faut agir maintenant, il faut prendre des mesures pour s'assurer que l'aide va aux pays en développement, pour développer leurs capacités à former davantage de docteurs, d'infirmières et d'enseignants, pour montrer que le gouvernement

peut changer la donne dans la vie des gens. Il faut prendre des mesures – vitales – pour alléger la dette car cela donne la garantie nécessaire pour engager des docteurs et des enseignants et pour acheter des médicaments.

Le G-8 et l'Union européenne sont déterminés à annuler totalement la dette que doivent les pays les plus pauvres du monde au Fonds monétaire international (FMI), à la Banque mondiale et à la Banque africaine de développement. Voilà l'allègement de la dette qui a été promis, une promesse que nous devons tenir aux réunions annuelles de la Banque mondiale et du FMI. Des mesures sont nécessaires pour ce qui est des mécanismes innovants de financement, notamment la Facilité de financement internationale (FFI) et un prélèvement sur les billets d'avion. Grâce aux 4 milliards de dollars de la FFI, une campagne de vaccination a été lancée la semaine dernière; elle permettra de sauver la vie à 5 millions d'enfants dans les 10 prochaines années.

J'en viens aux mesures commerciales qui seront prises à Hong Kong. Si les pays riches ouvraient leurs marchés et l'accès aux subventions, les pays pauvres auraient la possibilité de sortir de la pauvreté grâce aux revenus tirés du commerce. Le temps presse à présent pour parvenir à un accord; échouer serait trahir les pauvres du monde.

Et, enfin – quoiqu'en vérité, avant tout – nous devons agir pour promouvoir la paix, la stabilité, la bonne gouvernance, la croissance économique et des démocraties florissantes, pour renforcer les attentes des peuples envers les gouvernements, pour permettre aux gouvernements de satisfaire aux besoins des peuples et faire en sorte que l'avenir de tous les pays soit dans les mains de leurs peuples.

Sans les campagnes menées et les pressions exercées par les peuples qui ne réclament pas la charité mais la justice, rien de tout cela n'aurait été fait. Aucun des progrès qu'il nous reste à réaliser ne se fera à moins de manifester la même détermination en alliant passion et engagements concrets. C'est à notre génération qu'incombe cette responsabilité. Notre devoir envers tous ceux qui sont morts, tous les enfants qui ne sont toujours pas à l'école, envers chaque être humain qui dort chaque nuit sur un estomac vide, est d'accepter cette responsabilité et de faire ce que nous savons être notre devoir pour transformer notre monde en un monde meilleur.

Le Coprésident (Suède) (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Mathieu Kérékou, Président de la République du Bénin, en sa qualité de Président du Bureau de coordination des pays les moins avancés.

Le Président Kérékou : En notre qualité de Président du Bureau de coordination des pays les moins avancés (PMA), nous voudrions tout d'abord présenter aux Coprésidents nos vives félicitations pour leur élection à la présidence de la présente Réunion plénière de haut niveau sur le financement du développement, convaincus que, sous leur direction, nos travaux seront couronnés de succès.

Nous nous félicitons de cette heureuse occasion qui nous permet une fois encore de placer l'homme, son épanouissement et sa dignité au centre de nos préoccupations. Notre quête de développement, à travers la recherche de sources de financement, doit s'associer intimement à cette démarche incontournable.

La Conférence de Monterrey constitue dans l'histoire de notre Organisation l'aboutissement d'une prise de conscience des problèmes de développement et de la nécessité d'y apporter des solutions en procurant aux pays, et aux PMA en particulier, des ressources financières adéquates dont le fondement solide est le partenariat entre pays riches et pays pauvres.

En adoptant le Programme d'action en faveur des PMA, pour la décennie 2001-2010, la communauté internationale avait ainsi renouvelé son engagement résolu à aider les PMA à s'attaquer aux mécanismes structurels dont l'engrenage renforce dangereusement leur pauvreté.

Malgré les multiples sacrifices que nous consentons nos économies continuent d'être marginalisées et nos balances commerciales sont de plus en plus déficitaires. Nous sommes pleinement conscients que, pour rendre nos actions efficaces et durables, il nous incombe, nous, pays les moins avancés, de poursuivre inlassablement nos efforts dans les domaines de la bonne gouvernance, de l'éducation, de l'édification d'un état de droit, de la lutte contre la corruption, de la participation effective de nos populations dans les processus de prise de décision à tous les niveaux.

Les pays les moins avancés apprécient les nombreuses initiatives en cours pour trouver des mécanismes novateurs de financement du

développement susceptibles de mobiliser davantage de ressources à mettre à la disposition des plus pauvres, et expriment le souhait que les différentes réflexions ne détournent pas l'attention de la communauté internationale de la mise en œuvre des engagements pris lors de la Conférence de Monterrey. Par ailleurs, qu'il nous soit permis de rappeler à la communauté internationale que pour atteindre l'objectif qu'elle s'est fixée lors du Sommet du Millénaire de réduire de moitié, d'ici à 2015, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté, de nouvelles actions hardies doivent être menées en vue d'un allègement supplémentaire de la dette aussi bien multilatérale que bilatérale de tous les pays les moins avancés. Au-delà de la gestion durable des dettes, des mesures urgentes devraient être prises en vue de la suppression des subventions agricoles notamment celles relatives au coton.

L'année 2005 a été déclarée Année internationale du microcrédit pour souligner l'importance cruciale de l'accès au financement, notamment la microfinance.

En effet, l'accès des pauvres aux services de financement est un outil puissant de lutte contre la pauvreté. La microfinance est un élément important du secteur financier et doit être traitée en tant que tel. L'impact est énorme lorsque les pauvres ont accès à un large éventail de services de financement qui leur permettront d'investir dans des activités génératrices de revenus et peut contribuer à satisfaire les besoins vitaux tels que la santé, l'éducation et la nutrition. Le travail qui nous incombera est de nous engager ensemble pour mener des actions efficaces qui nous conduiront à la victoire. En aidant les pauvres et les personnes cibles de nos pays à vaincre la misère et les maladies, nous aurons accompli de bonnes œuvres humanitaires.

Enfin, notre ardent souhait est que notre présent débat débouche sur des solutions réalistes qui tiennent compte de la spécificité des pays les moins avancés et susceptibles de contribuer à inverser la tendance persistante de paupérisation de leur population et leur marginalisation socioéconomique. C'est sur ces mots d'espoir que nous souhaitons plein succès à nos travaux.

Le Coprésident (Gabon) : Je donne à présent la parole à S. E. M. Rafael Bielsa, Ministre des affaires étrangères de la République argentine, en sa qualité de Président du Groupe de Rio.

M. Bielsa (Argentine) (parle en espagnol) : C'est pour moi un grand honneur et une grande responsabilité d'expliquer la position du Groupe de Rio s'agissant de la problématique fondamentale du financement du développement.

Comme les membres le savent, le Groupe de Rio a été témoin et protagoniste de la défense et de la consolidation de la démocratie en Amérique latine. Je fais cette observation tout d'abord parce que les pays membres du Groupe conçoivent la démocratie comme une des conditions de base pour le développement.

Néanmoins, nos démocraties n'ont pas encore pu répondre suffisamment aux demandes sociales qui persistent sur l'ensemble de nos territoires, sous la forme de la faim, du chômage et de l'absence de protection. La croissance lente et instable, à laquelle viennent s'ajouter les politiques recommandées ou imposées par les organismes multilatéraux de crédit, a engendré un taux de création d'emplois très bas, marqué par le développement du secteur informel et un décalage croissant entre les revenus des travailleurs qualifiés et ceux des travailleurs non qualifiés.

Comme nous l'avons affirmé dans toutes les instances, forts de l'expérience que nous offre l'Amérique latine, la croissance économique n'a rien à voir avec le développement si ses bénéfices ne profitent qu'à quelques-uns et élargissent le fossé entre les pays et à l'intérieur de nos sociétés. Notre conception du développement recouvre nécessairement l'idée d'équité. Sans elle, le développement devient un indicateur économique sans relation aucune avec la réalité sociale.

Pour nous, le développement est multidimensionnel; et au cœur du développement se trouve le bien-être global des individus et des sociétés dans lesquelles ils vivent. C'est pourquoi son milieu ambiant est la démocratie, car celle-ci promeut l'égalité des droits civils, politiques et sociaux pour les individus. La démocratie est une fin et un moyen et les pays membres du Groupe de Rio donnent des preuves solides de cette conviction. Mais la réalité de la mondialisation nous confronte à la certitude que le développement ne dépend pas seulement de la conviction et des efforts d'un pays.

Jusqu'il y a quelques décennies, quand cette idée était encore discutable, on pouvait penser en termes de développement endogène. Les pays à économie pratiquement fermée tentaient de lancer une évolution

positive vers le développement. Aujourd'hui, ceci est impensable. On considère qu'il faut un environnement international favorable. Les pays du Groupe de Rio observent avec préoccupation la façon dont, dans le système international, des obstacles concrets sont opposés à la création de cet environnement économique favorable, obstacles qui non seulement retardent le développement, mais jettent une ombre de pessimisme sur la réalisation même des objectifs du Millénaire.

C'est pourquoi, nous estimons qu'il est nécessaire de réformer l'architecture financière internationale actuelle en raison de son anachronisme et de son inefficacité. Il faut construire un nouveau système en vertu des valeurs acceptées et proclamées de la transparence et de la responsabilité, piliers de base pour la construction d'un système international plus démocratique et plus équitable. Bien sûr, ceci n'est pas uniquement l'opinion du Groupe de Rio; nombreux sont les experts, les groupes spécialisés et les dirigeants du monde qui lancent un nouvel appel en faveur d'une conférence internationale de chefs d'État similaire à celle de Bretton Woods en 1944, pour relancer une architecture financière et monétaire globale plus juste qui élimine les bulles financières et s'emploie à appuyer une économie réelle. Entre autres rapports, il convient de mentionner celui intitulé « Vers une nouvelle architecture financière internationale » (ECESA/1/Rev.1), tout spécialement préparé par le Comité exécutif pour les affaires économiques et sociales de l'ONU. Ce rapport signale l'incapacité des institutions financières internationales à affronter des crises telles que celles qui ont touché l'économie mondiale dans un passé récent.

Nous ne saurions manquer de mentionner le rôle spécifique que les organismes multilatéraux de crédit ont joué s'agissant des possibilités de développement des pays assistés. Je me dois de mentionner tout particulièrement le Fonds monétaire international, car il a, de façon irresponsable, encouragé et incité les pays les moins développés à mettre en œuvre des politiques qui, loin d'améliorer leur situation économique et sociale, les ont plongés dans une misère encore plus grande que celle dont ils souffraient – tout ceci au nom de la croissance économique et de l'ouverture internationale. C'est la raison pour laquelle nous parlons de responsabilité partagée. En l'occurrence, les organismes multinationaux de crédit

se sont à peine soumis à une autocritique devant leurs terribles résultats.

Mais il y a encore de plus nombreux obstacles qui persistent. Un des plus importants est celui qui empêche le libre-échange de générer davantage de richesses. Il est non seulement significatif, mais également paradoxal, que les pays qui prêchent avec force les avantages du libre-échange sont ceux-là mêmes qui maintiennent des barrières et des subventions protectionnistes.

La création d'emplois en vue de réduire la pauvreté et de renforcer la gouvernance démocratique dans les pays les moins développés bénéficie aux pays les plus développés, car l'instabilité sociale et la dévastation écologique augmenteront l'immigration illicite, ce qui, à son tour, aggraverait l'instabilité mondiale. Quand la faim règne, il n'y a ni écoles, ni familles, ni hôpitaux. Ce n'est que quand il y a des possibilités de travail décent que le développement humain et matériel est possible. Le financement du développement doit être la priorité de la communauté mondiale.

Le Coprésident (Suède) (*parle en anglais*) : L'Assemblée va à présent entendre une allocution de S. E. M. Navinchandra Ramgoolam, Premier Ministre de la République de Maurice, qui s'exprimera au nom de l'Alliance des petits États insulaires en développement.

M. Ramgoolam (Maurice) (*parle en anglais*) : C'est pour moi un honneur de m'adresser à la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale au nom de l'Alliance des petits États insulaires, qui souscrit à la déclaration faite par S. E. M. James Patterson, Premier Ministre de la Jamaïque, au nom du Groupe des 77 et la Chine.

À la Conférence de Monterrey, et durant tout le processus d'examen du Programme d'action de la Barbade pour le développement durable des petits États insulaires en développement qui a abouti à la Réunion internationale de Maurice, les membres de l'Alliance des petits États insulaires ont adopté une approche de principe reposant sur un certain nombre de facteurs fondamentaux propres aux petits États insulaires en développement.

En effet, les petits États insulaires en développement sont confrontés à un certain nombre de difficultés qui leur sont propres, telles que

l'insuffisance et l'étroitesse de leurs bases de ressources qui ne permettent pas des économies d'échelle, un accès limité aux marchés, des environnements naturels fragiles et une vulnérabilité aux catastrophes naturelles, des coûts énergétiques élevés, des infrastructures faibles et le manque de moyens adéquats de transport et de communication. Les petits États insulaires en développement sont également vulnérables à des phénomènes environnementaux et économiques exogènes, tels que l'augmentation considérable des prix du carburant, ce qui nuit à leurs possibilités de développement. Leur faiblesse structurelle entrave leur compétitivité et leur aptitude à participer effectivement au système économique et commercial international, tandis que le processus de la mondialisation exacerbe les risques de marginalisation. Ces facteurs limitent considérablement la capacité de ces pays à attirer l'investissement étranger direct et d'autres flux internationaux de capitaux privés.

C'est pourquoi l'Alliance des petits États insulaires estime que, lorsque l'on traite des besoins des pays en développement, il faut s'intéresser tout particulièrement aux petits États insulaires en développement, compte tenu du fait qu'une approche unique ne pourrait et ne saurait traiter de ces besoins et préoccupations spécifiques. Dans ce contexte, nous avons demandé un accès continu à l'aide publique au développement (APD), à des arrangements financiers préférentiels, à une réduction du service et de l'encours de la dette, à un accès aux flux de capitaux privés, à la mise en place d'un cadre normatif et juridique pour l'investissement étranger direct, à un accès amélioré aux marchés et à l'amélioration des termes de l'échange offerts aux pays en développement.

Même si le Consensus de Monterrey n'a pas pleinement abordé les préoccupations et les besoins spéciaux des petits États insulaires en développement, nous considérons néanmoins qu'il constitue un cadre utile et précieux, propice à un développement mondial cohérent et continu. Depuis Monterrey, nous avons été encouragés par les nombreuses propositions utiles et constructives qui ont été avancées par des pays développés et en développement, la société civile et des institutions régionales et internationales pour donner suite au Consensus, remédier à ses insuffisances et en accélérer la mise en œuvre. Nous espérons donc que cette Réunion au sommet, et son

issue, permettront de renouveler l'appui international en faveur du financement du développement.

Les tendances mondiales depuis Monterrey ont été plutôt défavorables aux économies des petits États insulaires en développement. Il en résulte que ces États deviennent plus vulnérables pour ce qui est de l'ensemble des trois composantes du développement durable.

Nos perspectives économiques se sont dégradées en raison de la baisse des prix des matières premières, de la perte des marchés traditionnels, de l'érosion des systèmes préférentiels et de la baisse des niveaux d'APD et de l'investissement étranger direct. On nous a demandé d'ouvrir nos économies à la concurrence d'entreprises internationales plus riches contre lesquelles nos entreprises nationales ont du mal à être compétitives.

Notre cohésion économique est gravement compromise par des défis tels que la criminalité transnationale, les stupéfiants et le VIH/sida.

La fragilité de notre environnement s'est aggravée en raison des changements climatiques, de la montée du niveau des mers, de la variabilité climatique et de la susceptibilité aux catastrophes naturelles et à d'autres phénomènes environnementaux mondiaux. La fréquence, l'intensité et l'envergure des ouragans et des cyclones tropicaux se sont accrues et infligent des dégâts et des ravages sans précédent aux moyens de subsistance de nos États. Les dévastations que nous avons vues il y a deux semaines dans le sud des États-Unis d'Amérique ont clairement mis au jour les vulnérabilités des zones côtières de basse altitude, qui sont très similaires à celles des petits États insulaires en développement.

Il y a un mois à peine, avant l'arrivée de l'ouragan Katrina, un spécialiste des ouragans du Massachusetts Institute of Technology, Kerry Emmanuel, a publié un article dans le magazine scientifique britannique « Nature », dans lequel il a démontré que les tempêtes tropicales durent désormais une fois et demie plus longtemps que cela n'était le cas il y a tout juste quelques décennies, et que les vents tourbillonnants avaient aujourd'hui une puissance en augmentation de 50 %. La seule cause plausible est le réchauffement sans précédent des mers tropicales où se développent ces tempêtes. Katrina, une tempête de catégorie 1 lorsqu'elle a traversé la Floride, a atteint

son maximum dans les eaux anormalement chaudes du golfe du Mexique.

Ensemble, ces facteurs présentent des obstacles formidables au développement durable des petits États insulaires en développement. Ce dont ces États ont besoin, c'est d'un environnement économique plus arrangeant qui reconnaisse leurs vulnérabilités inhérentes et en tienne compte lorsque leurs besoins de développement, financiers et commerciaux sont pris en considération. La Réunion internationale sur le développement durable des petits États insulaires en développement, tenue à Maurice cette année, a porté sur les flux en baisse d'investissement étranger direct et sur la marginalisation accrue des petits États insulaires en développement dans le système commercial mondial, et a demandé aux systèmes multilatéraux monétaires, financiers et commerciaux d'envisager d'accorder un appui différencié et une assistance ciblée. La Réunion a également souligné le fait qu'une approche unique ne saurait être appliquée aux petits États insulaires en développement.

L'accès aux marchés pour les petits États insulaires en développement qui, pour la plupart d'entre eux, exportent une seule matière première – essentiellement des bananes et du sucre – doit être maintenu grâce à la préservation des accord commerciaux préférentiels actuellement en vigueur et dont ils ont toujours bénéficié. Sans ces dispositifs préférentiels, les petits États insulaires en développement perdront leur part actuelle du commerce mondial, ce qui aurait de graves conséquences économiques. Il est d'une importance cruciale que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) mette au point un traitement différentiel et spécial pour cette catégorie de pays, qui comptent parmi les membres les plus faibles de cette organisation. Il faudrait que l'OMC envisage sérieusement de créer une catégorie spéciale des petits États insulaires en développement.

Les petits États insulaires en développement, qui sont les pays les moins responsables des émissions de gaz à effet de serre, devraient recevoir une aide financière et technique leur permettant de s'adapter aux répercussions des changements climatiques par le biais des mécanismes mis en place au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et sur la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. À cet égard, nous demandons que des ressources supplémentaires soient

allouées à ces mécanismes. Il est tout aussi important que les procédures de décaissement de ces mécanismes et d'autres mécanismes mondiaux soient simplifiées afin de faciliter l'accès à ces fonds.

Nous sommes reconnaissants à tous les pays donateurs, institutions financières internationales et organismes spécialisés des Nations Unies qui ont promis, lors de la Réunion internationale de Maurice, d'aider les petits États insulaires en développement. Ce dont nous avons désormais besoin, c'est d'une bonne coordination de cette assistance. Il importe aussi de mettre en place des centres de liaison au sein des organisations internationales afin de permettre à celles-ci d'aborder les projets de développement des petits États insulaires en développement de manière plus intégrée.

Il sera essentiel de sensibiliser davantage à la planification de la gestion des risques liés aux catastrophes naturelles et au renforcement des capacités en la matière au niveau national. Il faudra examiner de toute urgence le manque d'information sur la nature complexe des catastrophes et l'absence de modèles de bonne pratique en matière de préparation et de réponse aux catastrophes, ainsi que l'absence de codes de construction et de cadres réglementaires en appui à des processus plus efficaces de planification urbaine.

Mais, surtout, le problème de l'accès à une assurance pour l'infrastructure des petits États insulaires en développement doit faire l'objet d'une attention particulière. Nombre de régions de ces États exposées aux catastrophes ne peuvent pas obtenir une assurance adéquate en raison des coûts élevés encourus lors de catastrophes naturelles. Et même quand une assurance est offerte, le coût constitue une très grosse charge pour la plupart des économies des petits États insulaires en développement.

Si nous comprenons bien que les assurances concernent essentiellement le secteur privé, ce qui implique profits et réduction des risques, nous croyons que la communauté internationale a la responsabilité de trouver des moyens, notamment en faisant preuve d'imagination et de créativité, d'aider les petits États insulaires en développement en la matière.

Les petits États insulaires en développement attendent beaucoup de ce Sommet pour ce qui est d'obtenir l'aide nécessaire à la mise en œuvre de la

Stratégie de Maurice. Nous sommes convaincus que la communauté internationale ne nous fera pas défaut.

Le Coprésident (Suède) (*parle en anglais*) : Je demande aux orateurs de respecter la limite des trois minutes. Nous ne pourrions pas finir cette séance à temps; nous sommes très en retard. Je suggère que les orateurs examinent avec soin leurs déclarations et envisagent la possibilité d'en distribuer un texte plus complet dans la salle. Ainsi, tout le monde les lira. Nous devons avancer plus rapidement.

L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Denzil Douglas, Premier Ministre et Ministre des finances, du développement, du plan et de la sécurité nationale de Saint-Kitts-et-Nevis, qui va prendre la parole au nom de la Communauté des Caraïbes.

M. Douglas (Saint-Kitts-et-Nevis) (*parle en anglais*) : J'ai l'insigne honneur de prendre la parole au nom de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) à l'occasion de cette séance spécialement consacrée au financement du développement. Je voudrais par ailleurs m'associer aux déclarations faites par S. E. Percival James Patterson au nom du Groupe des 77 et la Chine et par S. E. Navinchandra Ramgoolam, au nom de l'Alliance des petits États insulaires.

Le Consensus de Monterrey adopté en mars 2002, qui traite des nobles questions du développement et de l'appui que le monde développé devrait apporter aux pays en développement, ne fut pas considéré comme un remède universel par ces derniers. Le Consensus représente plutôt un programme d'action général qui va plus loin que les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Malheureusement, au bout de trois ans, force est de conclure en toute honnêteté que la communauté internationale n'a pas su répondre aux espoirs placés en elle, principalement en raison de son incapacité à mobiliser le niveau de ressources requis pour financer le développement.

Les problèmes de développement avec lesquels la région de la CARICOM est aux prises se résument aux grands retards affichés dans certains domaines essentiels : retard en termes de développement humain, retard en technologie et retard dans le domaine du commerce et des termes de l'échange. Il est primordial de combler largement ces retards à travers la transformation et la reconstruction de nos petites économies, traditionnellement dépendantes d'une base de production étroite et d'un accès préférentiel aux

marchés. Considérant le Consensus de Monterrey comme une occasion historique d'instaurer un partenariat international en faveur de la reconstruction et du développement, la CARICOM applaudit aux nouvelles propositions du Secrétaire général, susceptibles d'enclencher en amont la mise en œuvre des initiatives annoncées en 2002 par les pays développés et les pays en développement.

Le point de vue de la Communauté des Caraïbes sur ces propositions est le suivant. Premièrement, concernant la mobilisation des ressources financières intérieures en faveur du développement, nous reconnaissons que c'est en premier lieu aux États Membres qu'il appartient de promouvoir la croissance et le développement. À ce titre, la CARICOM a accepté l'idée que l'intégration et la coopération régionales sont le moteur de sa prospérité socioéconomique.

Janvier 2006 marquera la mise en place du marché et de l'économie uniques de la CARICOM. L'un de ses avantages sera d'étendre la taille des marchés au-delà des frontières géographiques de chaque État membre. Malheureusement, nos efforts destinés à nous doter de ressources humaines fondamentales en puisant dans nos maigres moyens de développement sont déjoués par les politiques de recrutement de certains pays riches développés. Étant donné le droit universel d'améliorer sa condition, CARICOM reconnaît l'impossibilité d'endiguer la vague d'internationalisation des mouvements de main-d'œuvre. Cependant, les politiques de recrutement suivies par certains pays développés ne devraient pas s'exercer au détriment des petits États et devraient nécessairement s'accompagner d'un mécanisme de compensation.

En outre, les petits États, comme ceux de la Communauté des Caraïbes, qui s'appliquent à développer de nouveaux secteurs de croissance doivent faire face à de nouveaux règlements et de nouvelles conditionnalités visant à proscrire les politiques autrefois suivies par les pays dits aujourd'hui développés. En conséquence, le champ d'intervention des gouvernements de nos pays en développement se rétrécit. En cette occasion spéciale, la Communauté des Caraïbes voudrait réitérer l'appel du Groupe des 77 et la Chine en faveur d'une marge de manœuvre appropriée qui permette aux pouvoirs publics d'innover.

Deuxièmement, reconnaissant la nécessité de mobiliser des ressources internationales en faveur du développement et d'instaurer un environnement favorable aux flux des investissements étrangers directs, les États membres de la CARICOM s'emploient, au niveau national, à réformer leur politique générale en matière d'investissements, en dépit des obstacles posés par les risques plus élevés que comporte l'investissement dans les petits États La Communauté des Caraïbes demande aux institutions financières internationales de soutenir les propositions tendant à réduire ces risques dans les petits États

Enfin, je tiens à redire que la Communauté des Caraïbes se félicite que le Groupe des Huit ait récemment entrepris de réduire la dette de certains des pays les plus lourdement endettés du monde. La Communauté des Caraïbes n'en demeure pas moins préoccupée par l'indifférence affichée pour le niveau intolérable de la dette des pays à revenu intermédiaire, dont font partie la majorité des États membres de la CARICOM.

Mon propre pays, Saint-Kitts-et-Nevis, qui est l'un des plus petits États souverains au monde, illustre parfaitement bien la détresse de nombreux pays des Caraïbes. Nous sommes frappés par les ouragans, nous avons été prématurément retirés de la catégorie des bénéficiaires de conditions préférentielles auprès des institutions financières internationales et nous avons été privés de notre industrie sucrière, qui employait 10 % de notre population active. Or, les ressources allouées à la reconstruction et à la transition économique ne nous parviennent qu'au compte-gouttes, la dette publique a augmenté de manière vertigineuse, tandis que nos importants progrès sociaux sont compromis.

Je termine en exhortant la communauté internationale à se hâter de donner un véritable sens au Consensus de Monterrey afin que la population de Saint-Kitts-et-Nevis, la population de la Communauté des Caraïbes et de l'ensemble du monde en développement puissent envisager 2015 avec espoir et optimisme.

Le Coprésident (Gabon) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Somsavat Lengsavad, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la République démocratique populaire lao, qui va parler au nom du Groupe des pays en développement sans littoral.

M. Lengsavad (République démocratique populaire lao) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous remercier, au nom du Groupe des pays en développement sans littoral, d'avoir convoqué cette importante séance sur le financement du développement.

Mobiliser des ressources financières, aussi bien sur le plan intérieur qu'extérieur, reste vital pour nous, les pays en développement sans littoral, si nous voulons répondre à nos besoins spécifiques de développement. Nous réaffirmons donc qu'il est nécessaire que la communauté internationale, plus précisément les donateurs, fournisse une aide publique au développement (ADP) suffisamment importante et favorise la hausse de l'investissement étranger direct à destination des pays en développement sans littoral. Dans ce contexte, nous saluons l'adoption d'échéanciers par les pays développés, notamment ceux de l'Union européenne, dans le but d'atteindre l'objectif de consacrer 0,7 % de leur produit national brut à l'ADP d'ici à 2015, et nous prions instamment les donateurs qui ne l'auraient pas encore fait de suivre cet exemple en 2006 au plus tard et d'atteindre l'objectif consistant à affecter entre 0,15 % et 0,2 % de leur produit national brut aux pays les moins avancés.

Sans constituer une fin en soi, les échanges commerciaux sont à même de doper la croissance et le développement dans la durée. Voilà pourquoi nous espérons vivement voir instaurer un système commercial multilatéral ouvert, universel, équitable, réglementé, prévisible, non sélectif et axé sur le développement. À cet égard, nous insistons sur l'impératif d'achever le cycle de négociations de Doha pour le développement, de préférence en 2006. Dans le même ordre d'idées, nous demandons une nouvelle fois que les négociations sur l'accès aux marchés des produits agricoles et non agricoles qui sont actuellement en cours à l'Organisation mondiale du commerce accordent une attention spéciale aux produits d'intérêt particulier pour les pays en développement sans littoral ou en provenance de ceux-ci, comme le prévoit le Programme d'action d'Almaty. À cette fin nous sommes décidés à promouvoir notre position commune telle qu'elle a été présentée dans la Plate-forme d'Asunción pour le Cycle de négociations de Doha pour le développement, adoptée au cours de la Réunion des ministres du commerce du Groupe des

pays en développement sans littoral, qui s'est tenue à Asunción les 9 et 10 août 2005.

Nous en appelons à toutes les parties prenantes et tous les partenaires pour le développement, et notamment la communauté des donateurs, pour qu'ils honorent leurs engagements respectifs, tels que présentés dans le Programme d'action d'Almaty. Dans le cadre d'un renforcement mutuel entre les deux approches, le suivi et la mise en œuvre du Programme d'action d'Almaty doit rester partie intégrante du processus global d'application des résultats des grandes conférences et réunions au sommet des Nations Unies.

Le Coprésident (Gabon) : Je donne maintenant la parole à M. Norman José Caldera Cardenal, Ministre des affaires étrangères du Nicaragua, intervenant au nom du Système d'intégration de l'Amérique centrale.

M. Caldera Cardenal (Nicaragua) (*parle en espagnol*) : J'exprime, au nom du Système d'intégration de l'Amérique centrale, notre profonde et sincère peine devant les événements tragiques qui ont frappé la Louisiane, le Mississippi et l'Alabama, provoquant tant de souffrances, et j'exprime aussi notre solidarité avec les familles touchées, ainsi qu'avec le peuple et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique.

Ce sommet est l'occasion de chercher de nouvelles solutions concrètes et viables pour la coopération, afin de dépasser les obstacles qui entravent la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015. Aujourd'hui, au XXI^e siècle, des milliards de personnes vivent encore dans la pauvreté la plus absolue, privées du minimum nécessaire à une vie décente; dans des conditions d'hygiène et de santé déplorables; sans accès à un emploi acceptable, ni à une éducation valable, ni même à l'eau potable; sans avoir les moyens d'assurer à leurs familles une nutrition maternelle et infantile qui permette à la graine de l'éducation de trouver un terrain fertile où croître et se développer.

Nous sommes venus aujourd'hui prendre la parole en tant que région, pour souligner l'importance d'une plus grande solidarité et d'une meilleure entente, menant à la consolidation du développement économique et social, qui devrait être reconnu comme un bien public au niveau mondial.

L'Amérique centrale a une stratégie régionale qui peut contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement : l'Alliance pour le développement durable est une stratégie intégrée, qui s'étend à tous les aspects du progrès humain. Nous avons aussi un modèle de sécurité démocratique qui a joué un rôle dans les changements qui se sont produits au niveau du continent.

Dans notre stratégie régionale, nous reconnaissons notre responsabilité dans le domaine du développement, mais nous devons aussi être conscients des grands obstacles auxquels nous sommes confrontés, comme les problèmes de développement humain, que le Sommet du Millénaire avait relevés et qui se sont aggravés au cours des cinq dernières années. Les pays les plus développés n'ont toujours pas tenu les engagements souscrits en matière d'aide publique au développement. Nos taux de croissance actuels sont insuffisants pour atteindre les objectifs de développement, en raison de facteurs tels que la forte croissance démographique. Le sous-développement social exige des efforts beaucoup plus importants. Les transferts de fonds, de techniques et de technologie restent encore en retard par rapport aux besoins.

Nous devons mener à bien une refonte structurelle de la coopération et réduire les coûts de transaction et d'intermédiation, ainsi que les blocages financiers. Nous devons changer la donne actuelle et voir de quelle manière nous pouvons assouplir et libéraliser le marché de la coopération, pour rendre l'aide véritablement cohérente et adaptée au marché où elle intervient.

Ce n'est qu'en agissant de façon réaliste et en tenant compte des différences que nous serons à la hauteur des défis du Millénaire. Cela exige aussi de nous que trouvions des solutions imaginatives, innovatrices et réalistes pour le financement du développement. Nous avons placé nos espoirs en une expansion des échanges commerciaux, qui résulterait d'une conclusion heureuse du cycle de négociations de Doha. Ouvrir davantage de possibilités d'échanges commerciaux et d'investissement constitue un enjeu encore plus important que la coopération. Nous remercions le Groupe des Huit de son engagement d'annuler la dette multilatérale de 18 pays, et soulignons que davantage de pays devraient bénéficier de la même annulation, notamment en Amérique centrale. Cette initiative doit théoriquement libérer des ressources pour le développement, mais cela suppose

que les fonds existent déjà et vont désormais être consacrés au développement.

Enfin, je voudrais mettre en relief l'investissement que réalise l'Amérique centrale pour préserver et promouvoir son désir de vivre dans la liberté, la démocratie et la paix. Nos pays ont lancé de rudes batailles pour combattre des fléaux tels que la corruption. Nous cherchons à renforcer l'état de droit et la primauté de la loi, ce qui nous oblige à consacrer une partie de nos énergies nationales et de nos démarches régionales à éliminer ces pratiques néfastes et à appuyer la bonne gouvernance, afin de pouvoir édifier une Amérique centrale démocratique et moderne.

Le Copräsident (Suède) (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Alejandro Toledo Manrique, Président de la République du Pérou.

M. Toledo Manrique (*parle en espagnol*) : Ce sommet nous fournit l'occasion de réaffirmer fermement l'engagement du Pérou en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement, ainsi que des accords que nous avons souscrits lors du Sommet de Monterrey, vers un nouveau partenariat mondial pour surmonter la pauvreté et l'exclusion sociale.

Il ne saurait y avoir de démocraties solides ni d'égalité dans nos sociétés quand des millions de Péruviens et de citoyens du monde sont exclus de leurs droits fondamentaux et sont tenus à l'écart des marchés. Pour cette raison, il est capital que nous nous concentrions sur deux éléments : obtenir une croissance économique soutenue d'environ 7 % par an, qui permette la création d'emplois décents. Malheureusement, malgré les progrès accomplis, nous n'avons pas encore atteint ces objectifs.

Un autre aspect primordial est que nous ne pouvons pas attendre que la croissance économique découle spontanément des forces du marché. Elle doit s'accompagner de politiques sociales ciblées, visant à diminuer les inégalités et à réduire la pauvreté, conformément aux engagements souscrits lors des objectifs du Millénaire pour le développement. Le partenariat mondial pour le développement lancé à Monterrey exige que les pays industrialisés, premièrement, accroissent les apports de fonds internationaux en faveur du développement; deuxièmement, ouvrent leurs marchés; troisièmement, renforcent leur coopération financière et technique;

quatrièmement, assurent un allègement de la dette extérieure; et, cinquièmement, encouragent la cohérence du système financier et du commerce international.

Je voudrais réaffirmer aujourd'hui notre obligation de mettre en place des mécanismes novateurs afin de financer le développement. Nous devons établir une distinction entre les déficits budgétaires liés aux dépenses courantes, d'une part, et les dépenses d'investissement, d'autre part. Cette distinction est essentielle.

Je voudrais terminer en faisant observer que, pour les pays à revenu intermédiaire, les moyennes occultent souvent la réalité. Les statistiques relatives au produit national brut par habitant, par exemple, ou au revenu par habitant occultent nombre de problèmes réels, comme l'existence de grandes poches d'extrême pauvreté. Si nous ne résolvons pas le problème du revenu moyen des pays à revenu intermédiaire, nous ne serons pas en mesure de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. Nous devons veiller à redistribuer la croissance économique et ne pas nous contenter d'indicateurs qui satisfassent Wall Street, aussi essentiels soient-ils. Nous devons également nous préoccuper sur la redistribution des revenus aux fins de réduire la pauvreté d'ici à 2015.

Le Copräsident (Gabon) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Richard Lagos Escobar, Président de la République du Chili.

Le Président Lagos Escobar (Chili) (*parle en espagnol*) : Après vous avoir adressé mes salutations, Monsieur le Président, je voudrais faire brièvement quatre remarques préliminaires.

Premièrement, le développement est un préalable pour asseoir la sécurité internationale sur des fondements sains et durables. Deuxièmement, nous autres, en Amérique latine, percevons le développement comme une obligation internationale partagée, qui entraîne des responsabilités pour les pays tant développés qu'en développement. Troisièmement, à la lumière des statistiques incontestables montrant une aggravation de la pauvreté, nous devons faire preuve de davantage d'imagination et de volonté politique pour générer de nouvelles ressources. Quatrièmement, quand nous évoquons le financement du développement, nous faisons référence non seulement à l'aide publique et à la coopération entre les États, mais aussi au financement privé.

Disons-le franchement : la tâche n'est pas aisée. Nous ne sommes pas certains que la proposition de l'ONU de doubler l'aide publique au développement, qui serait portée de 50 milliards à 100 milliards de dollars des États-Unis sera mise en œuvre. La Conférence internationale de Monterrey sur le financement du développement a énoncé des directives pour progresser en direction de cet objectif mais le progrès, cinq ans plus tard, s'avère bien lent.

Aujourd'hui, plus que jamais auparavant, nous savons que la principale réponse réside en l'élaboration d'une politique publique, que nous devons définir nous-mêmes dans chacun de nos pays. Outre les efforts internes, il faut un appui international, qui doit être fourni à deux niveaux distincts. D'un côté, il faut aider les pays les plus pauvres. Cette aide doit se poursuivre et se conformer à des normes précises. Il existe un besoin pressant de respecter sérieusement l'engagement des pays riches d'atteindre la cible de 0,7 % du PIB en faveur du développement. C'est d'autant plus urgent que 30 ans plus tard, nous continuons d'évoquer ce problème dans cette même salle. Le temps n'est pas aux excuses. Le moment est venu que les pays développés s'acquittent de leurs responsabilités et que les pays pauvres soient tenus de s'acquitter des leurs, qui consistent à montrer que les ressources sont utilisées à bon escient et que des progrès tangibles sont réalisés.

Par ailleurs, un nombre important de pays ont comme objectif principal d'obtenir un accès aux marchés, et le Chili en fait partie. Mais nous souhaitons dire ici clairement que ce faisant, nous rencontrons des barrières qui entravent notre croissance.

L'exemple le plus clair est l'antidumping, un stratagème utilisé à chaque fois qu'un pays parvient à soutenir la concurrence s'agissant de produits spécifiques. L'antidumping est un outil appliqué de manière unilatérale, qui entrave notre croissance et qui mine donc notre capacité d'entreprendre un développement social plus large. Quand des mesures antidumping sont appliquées aux produits chiliens par un pays développé, je perçois cela comme une politique qui a des répercussions au plan local.

Pour ce qui est du commerce mondial, les subventions agricoles sont tout aussi importantes. Nous sommes heureux que d'autres intervenants aient abordé ce sujet. Je voudrais simplement rappeler que si les

barrières commerciales étaient levées, les pays en développement pourraient engranger des bénéfices potentiels de 130 milliards de dollars, soit plus du double des 50 milliards de dollars nécessaires à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Pour terminer, les difficultés auxquelles nous sommes confrontés nous incitent à agir. C'est la raison pour laquelle nous participons à l'initiative contre la faim et la pauvreté. Dans ce contexte, nous avons décidé de soutenir pleinement l'impôt pilote fondé sur la surtaxe des billets d'avion, et je voudrais dire que nous avons commencé à le faire dans notre pays. À dater du 1^{er} janvier 2006, tous les vols internationaux partant du Chili seront soumis à une surcharge de 2 dollars, qui servira de contribution à cette initiative. Nous devons donner l'exemple par des mesures concrètes.

Nous sommes également prêts à envisager l'impact des droits de tirage spéciaux en vue d'éliminer l'instabilité et les déséquilibres financiers qui écrasent le monde en développement. Permettez-moi de rappeler qu'en 1997, les droits de tirage spéciaux avaient été approuvés par 133 pays représentant 77,3 % des voix au Fonds monétaire international (FMI).

Nombreux sont les pays qui perçoivent une mondialisation équitable et équilibrée comme une occasion inespérée de sortir de la pauvreté et du sous-développement. Bien sûr, chaque pays devra s'acquitter de ses responsabilités, encourageant les programmes à court et à long terme pour lutter contre les inégalités, mais la tâche ne sera pas achevée tant que des asymétries subsisteront dans un monde encore imparfait. Nous devons œuvrer en vue de consolider la démocratie dans le monde entier et nous devons à cette fin combattre les inégalités sans plus tarder. Nous devons disposer des outils nécessaires pour ce faire.

Le Coprésident (Suède) (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. A. Cheikh Hamad Bin Khalifa Al-Thani, Émir de l'État du Qatar.

Le Cheikh Hamad bin Khalifa Al-Thani (*parle en arabe*) : Tout d'abord, je prends note avec grand plaisir des progrès réalisés dans la mise en œuvre des décisions énoncées dans le Consensus de Monterrey, qui a été adopté à la Conférence internationale sur le financement du développement, tenue à Monterrey en mars 2002. Je souhaiterais également rendre hommage

à tous les États, qu'ils soient développés ou en développement, qui se sont efforcés de mettre ces décisions en pratique.

Ces efforts revêtent encore plus de signification dans le contexte des efforts que met en œuvre la communauté internationale pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. À cet égard, je souhaiterais faire part de ma reconnaissance profonde au regard des efforts sérieux produits par la majorité des pays en développement pour mettre en pratique le concept de la bonne gouvernance dans tous les domaines politiques et économiques malgré des problèmes nationaux et régionaux croissants. Ma reconnaissance va également aux initiatives, lancées par le Groupe des Huit et par l'Union européenne, relatives à l'annulation de la dette des pays pauvres très endettés, ainsi qu'à l'aide publique au développement (APD) qu'ils fournissent et à leurs efforts pour lutter contre les épidémies et la pauvreté. À cet égard, je ne peux manquer de rendre hommage à l'initiative spéciale, Action contre la faim et la pauvreté, et aux États qui la soutiennent. À ce stade, le Qatar appuie la proposition française de réserver des contributions de solidarité auxquelles viendrait s'ajouter une taxe sur le prix des billets d'avion comme source innovante du financement du développement.

La Conférence internationale sur le financement du développement a marqué une étape décisive du processus de coopération internationale pour le développement. La participation des chefs d'État et de gouvernement a reflété la volonté politique de la communauté internationale au plus haut niveau et a proclamé la volonté de s'occuper sérieusement de la question du financement du développement. Aussi, la participation à la Conférence du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et de l'Organisation mondiale du commerce, aux côtés des représentants des milieux d'affaires et de la société civile, ainsi que celle de l'Organisation des Nations Unies, a contribué grandement à l'importance prise par la Conférence et à sa nature concrète, qui a favorisé un esprit de participation constructive. Le monde a absolument besoin d'un tel esprit pour relever les défis de la mondialisation et pour faire passer la question du financement du développement d'une arène de conflit et de confrontation à un domaine de participation et de coopération.

L'État du Qatar s'est efforcé d'être un partenaire de grand soutien dans les efforts internationaux en

faveur du développement, s'agissant notamment de la lutte contre la pauvreté et de la distribution plus équitable et plus juste des bénéfices de la croissance mondiale en raison de leurs effets positifs sur la stabilité et sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales. L'intérêt du Qatar pour le développement international a également pour origine sa qualité de membre du Groupe des 77 et de la Chine, qu'il a eu l'honneur de présider en 2004.

Dans cette même veine, l'État du Qatar cherche à appuyer les initiatives internationales liées au développement et à son financement. Il a eu l'honneur d'accueillir la quatrième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui a adopté le programme de Doha pour le développement, reflétant l'importance de réaliser le développement dans le cadre des négociations internationales multilatérales pour libéraliser les échanges commerciaux.

Malgré notre préoccupation devant l'impasse dans laquelle se trouvent les consultations actuelles sur la mise en œuvre du programme d'action de Doha, nous espérons qu'il sera possible de dépasser cette étape, et que toutes les parties concernées, notamment les pays développés, feront montre de la flexibilité nécessaire pour parvenir à des résultats concrets qui profiteront à tous, d'autant que la sixième Conférence ministérielle de l'OMC se tiendra bientôt – en décembre – à Hong Kong.

L'État du Qatar qui cherche à prendre part à la promotion des questions de développement, a eu l'honneur d'accueillir le deuxième Sommet du Sud en juin dernier. Grâce au Sommet, il a soumis une initiative visant à créer le Fonds du Sud pour le développement et l'aide humanitaire. Il a également proclamé son engagement à fournir le pourcentage prévu du produit national brut pour l'aide au développement, dont 15 % seront réservés d'ici à 2006 pour les pays les moins avancés.

Pour terminer, j'ai l'honneur de faire part de la volonté de l'État du Qatar d'accueillir la première conférence de suivi de la Conférence internationale sur le financement du développement, prévue dans par le Consensus de Monterrey. À cet égard, je propose que la conférence soit convoquée en 2007 à une date qui sera établie par l'Assemblée générale. J'attends avec intérêt de voir à Doha en 2007 tous les participants afin de

promouvoir la coopération internationale pour le développement en quête de davantage de progrès.

Le Coprésident (Suède) (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Stjepan Mesić, Président de la République de Croatie.

Président Mesić (*parle en croate; interprétation assurée par la délégation*) : C'est avec plaisir mais également avec le sentiment d'être investi d'une grande responsabilité que je prends la parole à cette séance qui s'attache – j'en suis convaincu pleinement – à la question clef du monde contemporain. Je sais que je ne suis probablement pas en harmonie avec l'opinion qui prévaut dans la communauté internationale et qui, à mon avis, tend à considérer le terrorisme international comme la question mondiale la plus urgente.

Je ne veux en aucun cas nier l'urgence et la possibilité d'une menace de terrorisme international encore plus grande mais je proclame en toute responsabilité que nous ne serons pas à même de la gérer efficacement si nous négligeons la question du développement. Ce n'est pas la première fois que je soulève ce point, mais j'aimerais mettre à profit cette occasion pour redire mon point de vue.

L'inégalité du développement mondial, à savoir le développement de certains pays et le retard pris par d'autres, affiche une capacité de destruction qui peut avoir le pire effet possible sur les relations internationales et sur l'ordre mondial et ses fondations mêmes. Je suis convaincu que le sous-développement, la pauvreté, la famine, l'issue fatale de maladies par ailleurs curables et l'absence d'éducation, même de base, créent un environnement dans lequel les terroristes se multiplient et sont recrutés.

Une telle opinion ne suppose pas, comme on le dit parfois, que nous devons distraire notre attention de la menace immédiate que pose le terrorisme international; elle est la seule démarche appropriée pour l'élimination du terrorisme international, qui est devenu un danger véritable pour chacun.

Des groupes de fanatiques plus restreints seront toujours omniprésents. Cependant, ce qui est essentiel est de savoir si ce petit groupe au départ ralliera des disciples. Je souhaiterais rappeler qu'il n'y a pas si longtemps, même certains pays européens étaient confrontés au terrorisme. Mais des groupes comme la bande à Baader-Meinhof en Allemagne et les Brigades

rouges en Italie ont été éliminés précisément car les conditions objectives pour l'élargissement de leur base d'appui n'existaient pas. Pour le dire plus simplement, ce qui manquait encore était un nombre suffisant de personnes qui avaient tout perdu, qui n'avaient pas d'espoirs dans la vie et étaient donc prêtes à recourir au terrorisme.

Mais le sous-développement représente un cas différent. Il entraîne, dans un premier temps, une dépendance et une impuissance politiques puis, ensuite, un désespoir personnel, ce qui crée un terrain fertile pour recruter des terroristes potentiels. Il s'agit, de toute évidence, généralement de personnes malchanceuses qui ont subi des mauvais traitements, et les recruteurs ne connaissent évidemment pas l'adversité liée au sous-développement. Mais j'insiste sur le fait que le sous-développement est la base de tout.

Par conséquent, ce dont le monde a besoin, c'est de développement : un développement mondial bien équilibré, et non pas un développement dans lequel certains pays se développent aux dépens des autres, dans lequel certains pays jouissent d'une toujours plus grande prospérité tandis que d'autres s'enfoncent dans une toujours plus grande pauvreté; non pas un développement dans lequel certains visent la lune alors que d'autres, nés affamés, sont appelés à mourir de faim.

On dit que la mondialisation est inévitable. C'est peut-être le cas mais personne ne pourra me convaincre que les effets négatifs de la mondialisation, tels qu'ils se manifestent tous les jours et partout, sont également inévitables. Si la mondialisation est réellement inévitable, elle ne devrait pas se limiter à la pauvreté, mais inclure également le développement. Le développement doit devenir un processus mondial.

Les pays développés deviennent de plus en plus conscients de ce besoin, et c'est une bonne chose. C'est pourquoi je me réjouis de toutes les mesures prises par les pays développés – soit pour leur compte propre, soit de concert avec quelques pays en développement – pour améliorer le statut des pays sous-développés et pour lever des fonds en faveur du financement du développement. Il appartient, je pense, justement à l'Organisation des Nations Unies de jouer un rôle très important non seulement pour faire mieux prendre conscience du problème du développement, mais

également pour apporter des idées concrètes en vue de le résoudre.

Le Coprésident (Suède) (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Festus Gontebanye Mogae, Président de la République du Botswana.

Le Président Mogae (*parle en anglais*) : Les Membres se rappelleront sans doute que deux ans après le sommet historique au cours duquel nous sommes convenus des objectifs du Millénaire pour le développement, nous nous sommes retrouvés à Monterrey pour traiter des problèmes difficiles que pose le financement du développement. Ce débat a abouti au Consensus de Monterrey, qui a réaffirmé l'urgente nécessité d'éliminer la pauvreté tout en réalisant une croissance et un développement durables. La constatation du fait que l'augmentation des flux d'aide publique au développement et la suppression des barrières commerciales étaient nécessaires pour permettre aux pays en développement d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) est d'une importance particulière.

Les rapports récents sur la mise en œuvre de la Déclaration du Millénaire indiquent qu'il n'y a eu que des progrès limités dans la réalisation des OMD, surtout sur le continent africain. À cet égard, les obstacles redoutables identifiés il y a cinq ans persistent. Les programmes visant à relever les grands défis en matière de santé en Afrique – comme le fléau du VIH/sida et les taux de mortalité maternelle élevés – ne sont pas suffisamment financés. Le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté reste élevé.

L'expérience de la Communauté de développement de l'Afrique australe ne constitue pas une exception face au reste de l'Afrique et au monde en développement. Nous avons réussi à réduire les disparités entre les sexes dans le domaine de l'éducation et à accroître l'accès à l'assainissement et à d'autres installations indispensables, mais il subsiste de grandes disparités dans les niveaux de développement tant à l'intérieur de chaque pays qu'entre les pays.

On sait que notre région est très touchée par la propagation du VIH/sida. Ce virus a contribué à la détérioration de nos indicateurs de développement humain depuis quelques années. Les autres défis auxquels doit faire face notre région concernent les niveaux élevés de pauvreté et l'inégalité des revenus, la pénurie alimentaire persistante et la récente pénurie

d'eau – toutes deux liées à la sécheresse et à la dégradation de l'environnement –, ainsi que d'autres contraintes dans le domaine des institutions, des politiques et des ressources.

La Communauté de développement de l'Afrique australe doit poursuivre ses progrès dans le domaine de l'élaboration de réformes politiques aux niveaux tant national qu'international, notamment dans le cadre de l'initiative que constitue le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique. Au niveau national, cela doit inclure le renforcement des capacités institutionnelles, l'intégration des objectifs du Millénaire pour le développement dans des stratégies de développement à long terme contrôlées par les pays, et la gestion efficace et transparente des ressources naturelles. Tout cela pourra être réalisé par le biais d'un attachement continu à la bonne gouvernance et au renforcement des partenariats avec toutes les parties prenantes.

Au niveau international, les États membres de la Communauté de développement d'Afrique australe vont continuer à se joindre aux autres pour rechercher un système commercial international plus juste, un allègement de la dette à large assise et le financement de nouveaux engagements par des subventions. Ce sont là quelques-unes des mesures par lesquelles nous pouvons réaliser le Consensus de Monterrey.

Nous reconnaissons que les pays en développement, y compris les membres de la Communauté de développement d'Afrique australe, ont un rôle à jouer en vue de l'application du Consensus de Monterrey en mobilisant leurs propres ressources. Mais, compte tenu des défis auxquels nous sommes confrontés, il est nécessaire que les autres en fassent plus d'ici à 2015. Dans ce contexte, nous saisissons l'occasion pour appeler une fois de plus à la réalisation de l'engagement des pays les plus avancés d'assurer l'affectation de 0,7 % de leur revenu national brut à l'aide publique pour le développement.

Nous sommes heureux de reconnaître les efforts récemment faits pour dégager des ressources pour le développement dans les pays en développement telles que la réduction de la dette et l'amélioration de l'accès de nos produits aux marchés. Nous félicitons le Gouvernement du Royaume-Uni de stimuler la Facilité de financement internationale en vue de dégager immédiatement des ressources supplémentaires au titre de l'APD, pour atteindre l'objectif de 0,7 % d'ici à

2015. Nous saluons également les Etats membres de l'Union européenne qui ont déjà atteint l'objectif de l'APD ou ont établi des échéanciers à cette fin.

Il est nécessaire de réaliser des progrès dans le Cycle de développement de Doha. Les promesses d'aide sont appréciées, ainsi que les récentes déclarations d'annulation de la dette, mais ce dont de nombreux autres pays en développement ont besoin, plus que de toute autre chose, c'est d'être capables de tirer profit des avantages dérivant d'une croissance axée sur l'exportation.

Certains de nos pays ont profité des stratégies d'annulation de la dette – y compris l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés –, mais cela n'a pas encore abouti à une réduction durable de la dette dans la région. Ceci confirme la nécessité d'annuler les dettes qui ne peuvent pas être remboursées sans imposer une lourde charge à la population indigente de la région.

Permettez-moi d'exprimer une préoccupation particulière : certains pays en développement, qui ont progressé vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement par une bonne gouvernance et la mise en œuvre de politiques macro-économiques saines, sont désavantagés car ils sont considérés comme ayant atteint le statut de pays à revenu intermédiaire et n'ont en conséquence pas accès à l'aide publique au développement et aux autres programmes spéciaux dont ils pourraient bénéficier. Des efforts devraient être faits pour aider les pays comme le mien, qui n'ont pas achevé le processus de consolidation de leurs gains économiques.

Permettez-moi de rappeler pour terminer que la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe demeure unie dans sa détermination de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement, en partenariat avec ses membres et le reste du monde. Je tiens également à m'associer aux orateurs qui ont parlé précédemment au nom des pays en développement sans littoral, des petits Etats insulaires en développement, de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et bien entendu, des pays les moins avancés.

Le Président Yudhoyono (Indonésie) (*parle en anglais*) : Nous avons aujourd'hui l'occasion d'examiner le problème de l'insuffisance de ressources, en particulier de ressources financières, pour le développement. Il ne fait aucun doute que ce

sont les nations qui sont responsables de leur propre développement. Nous, dans le monde en développement, devons mobiliser nos ressources financières nationales à cette fin. En même temps, nous devons nous efforcer d'instaurer la bonne gouvernance, de lutter contre la corruption et de trouver des moyens originaux de réunir des fonds pour financer le développement. Nous devons faire usage de la marge de manœuvre dont nous disposons pour concevoir nos propres stratégies de développement.

Mais ces efforts ne sont jamais suffisants. C'est pourquoi la coopération internationale est un impératif du développement. Une autre question pertinente est celle d'un partenariat mondial pour le développement. Bien que nous renforçons effectivement nos institutions de développement par le biais de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption, et en favorisant la croissance du secteur privé, ces facteurs ne devraient en aucune manière tenir lieu de conditionnalités. Ce partenariat devrait devenir une relation sincère bénéficiant à toutes les parties.

Les flux financiers destinés au développement doivent être générés par le biais d'un régime commercial international constructif comportant des dimensions solides de développement. L'aide publique au développement (APD), l'octroi de crédits et l'investissement étranger direct pourraient également s'avérer utiles.

L'application du Consensus de Monterrey serait d'un grand secours. C'est pourquoi nous approuvons avec force l'établissement d'échéanciers en fonction desquels de nombreux pays développés honorerait leur engagement de consacrer 0,7 % de leur produit national brut à l'aide publique au développement.

Non seulement les pays les moins avancés, mais aussi les pays en développement à revenu intermédiaire ont vraiment besoin d'une réduction ou d'une restructuration notable de leur dette. C'est pourquoi nous recommandons l'adoption d'un mécanisme d'échange de la dette qui permettra aux pays en développement d'utiliser des ressources qui sont habituellement acheminées vers les pays créditeurs. Ce mécanisme pourrait considérablement aider les pays en développement à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Nous croyons que les mesures proposées méritent d'être examinées avec soin.

Le projet de document final (résolution 59/314, annexe) de la Réunion plénière de haut niveau ne s'est pas révélé un document équilibré. De ce fait, il réduit la capacité des pays en développement de générer des flux financiers destinés au développement. Dans ce document, un grand nombre de conditionnalités sont imposées aux pays en développement avant qu'ils ne puissent prétendre à des flux financiers destinés au développement. Par ailleurs, les obligations des pays développés sont décrites dans les termes les plus vagues. Nous nous félicitons des engagements pris d'améliorer la qualité de l'aide, lesquels engagements sont fondés sur la reconnaissance des besoins des pays bénéficiaires. Le document n'aborde pas nombre de questions relatives au commerce international, ce que les pays en développement attendaient avec un vif intérêt. Cette omission fait que le Cycle de négociations commerciales de Doha n'est guère propice au développement.

Si nous, pays en développement, continuons d'espérer et d'œuvrer sans relâche à améliorer cette situation, nous reconnaissons et apprécions également les efforts faits par les pays développés, en particulier dans le domaine de l'assistance au développement et de la réduction de la dette. L'Indonésie espère que cela permettra de poser de solides fondations en faveur d'un partenariat authentique bénéficiant à toutes les parties. Mais si nous voulons remporter une victoire définitive contre la pauvreté, nous devons toujours nous efforcer de faire davantage, individuellement et collectivement.

Le Coprésident (Suède) (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Hu Jintao, Président de la République populaire de Chine.

Le Président Hu Jintao (*parle en chinois*) : Depuis les années 90, la communauté internationale est parvenue à un consensus approfondi et important sur les questions concernant la coopération internationale pour le développement, et des progrès ont été faits vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Toutefois, nous devons reconnaître que la question du développement est loin d'être résolue et que la voie à parcourir vers la coopération internationale pour le développement est encore longue.

La Chine fera tout ce qui est son pouvoir pour appuyer et aider d'autres pays en développement à accélérer leur développement. À cette fin, nous

prendrons les nouvelles mesures suivantes. Premièrement, la Chine ne percevra aucun droit sur certains produits de l'ensemble des 39 pays les moins avancés qui ont des relations diplomatiques avec la Chine, ce qui couvrira la plupart de leurs exportations vers notre pays.

Deuxièmement, la Chine élargira encore davantage son programme d'aide aux pays pauvres très endettés et aux pays les moins avancés et, par des voies bilatérales, annulera ou remettra, au cours des deux prochaines années, toutes les dettes en souffrance à la fin de 2004 sur des emprunts gouvernementaux sans intérêt ou à faible taux d'intérêt dus par les pays pauvres très endettés qui entretiennent des relations diplomatiques avec la Chine.

Troisièmement, au cours des trois prochaines années, la Chine accordera jusqu'à 10 milliards de dollars de prêts concessionnels à des pays en développement pour qu'ils améliorent leur infrastructure et promeuvent la coopération entre des entreprises des deux parties.

Quatrièmement, au cours des trois prochaines années, la Chine augmentera son aide aux pays en développement, aux pays africains en particulier, en leur fournissant des médicaments antipaludéens et autres, en les aidant à mettre en place et à améliorer des installations médicales et en formant du personnel médical.

Cinquièmement, au cours des trois prochaines années, la Chine formera 30 000 personnes des pays en développement appartenant à diverses professions et aidera ces pays à accélérer la mise en valeur de leurs ressources humaines.

La Chine est prête à œuvrer avec tous les autres pays pour faire véritablement du XXI^e siècle un siècle de développement universel.

Le Coprésident (Suède) (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Yoveri Kaguta Museveni, Président de la République de l'Ouganda.

Le Président Museveni (*parle en anglais*) : Lorsque nous parlons de la question du financement du développement, il y a trois questions que nous devons nous poser. Premièrement, est-il nécessaire de financer le développement? Deuxièmement, quel serait l'objectif d'un tel investissement : que produirait-il?

Et, troisièmement, quelles sont les sources de financement.

Le besoin de financement, dans le cas de l'Ouganda et de l'Afrique en général, est considérable et bien connu. Nos peuples ont besoin de routes, de voies ferrées, d'aéroports, de ports maritimes, de télécommunications, de centrales électriques, de recherche dans l'industrie et l'agriculture, d'eau potable, d'éducation et de santé.

Concernant le secteur privé, il faut investir dans l'agriculture commerciale, dans la valorisation des matières premières originaires de l'Afrique, dans les services, la recherche, l'éducation et la santé, dans les centrales électriques construites par des entreprises privées ainsi que dans les télécommunications.

Quel est le but de cet investissement? Premièrement, de développer les ressources humaines à travers l'éducation et la santé pour tous; deuxièmement, d'augmenter le produit national brut de façon à produire des biens et des services pour les marchés nationaux, régionaux et internationaux; troisièmement, de créer des emplois. En Ouganda, 64 % de la population se trouve, non pas sans emploi, mais sous-employée. Il s'agit d'un phénomène particulier pour un pays comme l'Ouganda, riche en terres fertiles. Le problème n'est pas le chômage, mais le sous-emploi; 64 % des adultes tombent dans cette catégorie. Quatrièmement, l'investissement a pour but d'élargir l'assiette fiscale.

Quelles autres sources de financement existe-t-il? Comme nous le savons tous, l'aide au développement peut prendre deux formes : les subventions et les prêts. Le meilleur moyen de soutenir le développement est d'injecter des fonds dans le budget. Le financement des entreprises privées doit passer par les banques de développement. Le financement de projets n'est pas une si bonne solution dans la mesure où il entraîne des frais généraux élevés et ne s'accorde pas toujours très bien avec les priorités des partenaires gouvernementaux.

La deuxième source de financement est l'épargne nationale, qui regroupe les fonds déposés dans les banques. Les taux d'intérêt bas permettent d'attirer une grande partie de l'argent détenu par les ménages. On constate que le versement de fonds sans but précis par les donateurs interfère parfois avec l'abaissement des taux d'intérêt. Cela a également des répercussions

négatives sur le taux de change, artificiellement survalorisé.

La troisième source de financement est le microfinancement à l'intérieur du pays, c'est-à-dire l'argent provenant de l'intérieur ou de l'extérieur. Notre expérience montre que les organismes d'épargne et de crédit sont les mieux placés pour s'occuper du microfinancement.

D'autres sources sont les places boursières, l'imposition, les investissements étrangers directs, l'annulation de la dette, qui permet aussi de débloquer des fonds, les obligations à long terme, l'emprunt et, enfin, les fonds de pension.

Le Coprésident (Suède) (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. l'Honorable Dato' Seri Abdullah Ahmad Badawi, Premier Ministre de la Malaisie.

M. Badawi (Malaisie) (*parle en anglais*) : De récentes études des Nations Unies montrent que les disparités se sont creusées ces 10 dernières années entre les riches et les pauvres de la planète. Si ces disparités et inégalités ne sont pas prochainement résorbées, il y a tout lieu de craindre qu'un sentiment d'injustice ne se propage et plonge le monde dans le chaos et dans une instabilité plus grande encore.

La tâche qui nous attend est donc bien réelle et lourde de conséquences. Au cœur des problèmes de développement se trouvent trois questions qu'il importe de régler : le financement, l'élaboration de politiques judicieuses et l'instauration d'un environnement international favorable. La situation en matière de financement du développement est critique. La tenue même de la présente séance témoigne du fait que les promesses faites en 2002 à la Conférence internationale sur le financement du développement, qui a vu l'adoption du Consensus de Monterrey, ne sont toujours pas remplies. Nous sommes encore loin d'avoir atteint l'objectif de 0,7 % défini il y a plus de 30 ans et confirmé à Monterrey.

Si l'on veut faire en sorte que la volonté politique d'atteindre les objectifs continue d'être renforcée et veiller à ce que la dynamique engendrée ne s'essouffle pas, il est temps, selon moi, de mettre en place un mécanisme chargé de surveiller efficacement les flux de l'aide publique au développement. Une petite unité pourrait être créée à cette fin au sein de l'ONU.

La Malaisie salue les idées nouvelles et novatrices sur les voies et moyens de garantir le financement du développement au niveau international. Nous prenons note, par exemple, de la proposition intéressante de la France, concernant l'imposition d'une taxe sur les billets d'avion visant à financer la lutte contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose. La Malaisie adhère à l'esprit dans lequel ces propositions ont été formulées.

Il est assurément réconfortant de constater que les pays en développement ont pris les devants dans le versement de contributions à un certain nombre d'initiatives, comme le Fonds du Sud pour le développement et l'assistance humanitaire, l'initiative de lutte contre la faim et le Fonds de solidarité mondial. Les pays en développement ont également manifesté une volonté accrue de verser des contributions au plan bilatéral. Il importe d'encourager cette tendance.

Il est nécessaire de s'intéresser aux autres sources de financement du développement, en premier lieu le commerce. C'est en fournissant la capacité de procéder à des échanges commerciaux que l'on sera plus à même de trouver une solution permanente plutôt que transitoire. Par exemple, il est impératif de régler rapidement la question de l'accès aux marchés des biens pour lesquels les pays en développement sont les plus compétitifs. Sinon, il pourrait en résulter une accélération de l'appauvrissement des plus démunis et une régression des pays qui enregistrent des progrès. Nous ne devons pas laisser cela se produire.

Je terminerai mon intervention en implorant tous les pays, développés et en développement, de s'acquitter de leurs obligations telles qu'énoncées dans le Consensus de Monterrey. Sans cela, nous ne pouvons, de façon réaliste, espérer atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, notamment celui d'éliminer la pauvreté de la face de la terre.

Le Coprésident (Suède) (*parle en anglais*) : Je remercie le Premier Ministre de la Malaisie d'avoir respecté le temps imparti. Je lui en suis reconnaissant sachant que nous sommes en retard.

L'Assemblée va maintenant entendre l'allocation de S. E. M. Jan Peter Belkenende, Premier Ministre du Royaume des Pays-Bas, qui interviendra également au nom du Danemark, du Luxembourg, de la Norvège et de la Suède.

M. Belkenende (Pays-Bas) (*parle en anglais*) : Je prononce ce discours au nom du Danemark, du Luxembourg, de la Norvège, de la Suède et de mon pays, les Pays-Bas.

Chaque jour, près de 30 000 enfants meurent de la pauvreté. La pauvreté est un fléau planétaire qui inflige des souffrances indicibles. Il faut réduire et éliminer la pauvreté sous toutes ses formes.

Le moment est venu aujourd'hui de faire le point sur la situation. Quel est le chemin parcouru dans la mobilisation des ressources? Avons-nous tenu nos promesses? Sommes-nous prêts à formuler de nouveaux engagements?

Le Danemark, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, et la Suède sont de grands donateurs depuis de nombreuses années. Nous avons consacré à l'aide publique au développement plus de 0,7 % de notre produit national brut, chiffre-cible fixé par les Nations Unies, prouvant ainsi qu'il était possible d'atteindre cet objectif et de contribuer au bien-être des peuples du monde en développement.

Mais cela ne suffit pas. À moins d'accélérer tous nos efforts, la plupart des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ne seront pas remplis à l'horizon 2015.

En Afrique subsaharienne, les chances d'atteindre les objectifs sont minces, et ce dans le meilleur des cas. Les retards sont graves, en particulier en ce qui concerne la mortalité infantile, la mortalité maternelle, la lutte contre le VIH/sida, l'accès à une eau potable et à l'assainissement de base. Il faudrait mobiliser pas moins de 50 à 60 milliards de dollars supplémentaires par an pour atteindre les OMD.

Du côté des politiques, nous avons beaucoup appris sur les moyens d'accroître l'efficacité de l'aide. Nous nous concentrons sur des pays pauvres qui mènent de bonnes politiques publiques. Nous avons appris quelles conditions doivent être réunies pour que la réduction de la pauvreté puisse durer. Nous savons qu'il n'est pas possible d'atteindre les OMD à moins de respecter les droits de l'homme, d'accorder des chances égales aux hommes et aux femmes et d'intégrer la démocratie dans l'élaboration des politiques. Nous savons qu'il est aussi essentiel d'améliorer le climat des affaires et de l'investissement.

Nous avons aussi favorisé l'appropriation par les pays, ainsi qu'une meilleure coordination entre nous. Cela a mené à une plus grande efficacité. De ce point de vue, la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement représente un important pas en avant.

Dans la mesure où nous attendons des pays en développement qu'ils jouent le rôle qui leur revient, nous devons faire de même – et cela s'applique à tout le monde. Nous devons parvenir à un partage plus équitable du fardeau. Nous lançons un appel pour que davantage de pays donateurs nous rejoignent afin d'atteindre l'objectif convenu des Nations Unies, de 0,7 % du produit national brut. L'augmentation de l'aide publique au développement (APD) ces dernières années est le résultat d'engagements pris par quelques pays donateurs. L'engagement souscrit par l'Union européenne en mai 2005 de faire passer son APD à 0,56 % en 2010 et 0,7 % en 2015 – dont la moitié ira aux plus pauvres, en Afrique – est d'une portée historique.

Mais malgré cela, et malgré l'importante initiative d'allègement de la dette prise par le Groupe des Huit, il est urgent d'en faire plus. Si nous prenons au sérieux notre engagement en faveur de la réduction de la pauvreté, nous devons assurer une cohérence dans nos propres politiques. Nous devons permettre un meilleur accès à nos marchés, y compris un meilleur accès aux services financiers. Les pays en développement doivent être en mesure d'accroître leurs recettes d'exportation. Les subventions qui faussent les échanges commerciaux, comme pour le coton et le sucre, doivent être revues. Si nous voulons que les pays en développement puissent pêcher eux-mêmes leur poisson, nous devons faire en sorte que la Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce à Hong Kong soit un succès.

Nous devons aussi mieux nous préparer à répondre aux crises humanitaires. Le financement humanitaire peut et doit être amélioré par la mise en place d'un fonds humanitaire pouvant être mobilisé rapidement et doté de ressources suffisantes. En juillet, le Secrétaire général Kofi Annan a dit « Que l'histoire ne retienne pas de notre époque que ceux qui étaient riches en biens matériels étaient pauvres en bonne volonté » (*Communiqué de presse SG/SM/9984*).

Nous ne pouvons que souscrire à ces propos. Nous connaissons les besoins, nous connaissons les

outils, nous savons désormais jusqu'où nous sommes parvenus ces cinq dernières années. Nous exhortons tous les pays à augmenter de façon réelle leurs niveaux d'APD et à agir dès maintenant en tant qu'agents du développement dans la lutte contre la pauvreté. Nous – le Danemark, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède – allons continuer à faire notre part. Et vous?

Le Coprésident (Suède) (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. José Luis Rodríguez Zapatero, Président du Gouvernement du Royaume d'Espagne.

M. Zapatero (Espagne) (*parle en anglais*) : La société espagnole a traditionnellement fait montre d'un sentiment de solidarité internationale profondément ancré, qui s'est renforcé au cours de ces dernières années. Attentifs à ce noble sentiment si répandu, nous avons fait de la coopération pour le développement l'un de nos signes distinctifs – l'une des valeurs phares qui guident notre action politique.

Nous nous sommes engagés à doubler l'aide publique au développement en quatre ans, et nous progressons vers cet objectif d'année en année. En 2006, nous atteindrons l'objectif fixé à Monterrey; et en 2008 nous consacrerons 0,5 % de notre produit national brut à l'aide au développement. L'Espagne a chiffré son objectif de solidarité et lui a assigné une échéance : nous voulons consacrer à la solidarité avec les plus nécessiteux 0,7 % de notre richesse nationale d'ici à 2012. Les accords conclus au sein de l'Union européenne vont dans le même sens. Nous avons aussi augmenté nos contributions aux organismes internationaux et aux programmes des Nations Unies.

L'aide espagnole augmente en quantité, mais nous voulons aussi voir s'améliorer la qualité de cette aide publique au développement, aussi bien par son contenu que par ses bénéficiaires, pour la rendre plus efficace. Un cinquième de cette aide ira aux services sociaux de base, comme la nutrition, la santé ou l'éducation. De même, au moins 20 % seront destinés aux pays les moins avancés. En particulier, notre coopération avec les pays plus pauvres d'Afrique connaîtra la plus forte augmentation au cours des prochaines années.

Mais le défi est d'une telle ampleur qu'il ne suffit pas d'améliorer l'aide en quantité et en qualité. L'aide doit être la principale source de ressources pour soutenir le développement, mais il faut trouver des

mécanismes de financement innovants et complémentaires.

C'est là la raison d'être de la Déclaration de New York sur l'action contre la faim et la pauvreté. L'Espagne est fière de figurer parmi les pays qui ont lancé cette initiative. Depuis l'année dernière, le Groupe technique sur les mécanismes innovants de financement a débattu de différentes propositions, auxquelles l'Espagne a apporté une contribution active. Pour notre part, nous avons proposé que soit envisagé sous un angle particulier le traitement des transferts de fonds d'émigrés, en tant que source et outil de développement. En 2002, ce type de transferts de fonds s'est élevé à 80 milliards de dollars, et l'on estime qu'aujourd'hui les flux dépassent les 100 milliards de dollars par an. Les transferts de fonds des émigrés représentent déjà la deuxième source de capitaux pour les pays en développement, dépassant même l'aide publique au développement. Il faut créer les conditions pour que tout le potentiel de ces transferts se réalise, en réduisant les coûts de transfert pour éviter qu'une part importante de cet argent ne soit prélevée en chemin. De plus, pour que ces fonds contribuent davantage au développement, il faut faciliter l'accès au microcrédit pour les familles bénéficiaires, afin qu'elles se lancent dans des initiatives et des projets.

Nous avons été encouragés par l'accueil positif qui a été réservé à cette proposition au niveau international. Le Gouvernement espagnol va continuer à travailler en collaboration avec la Banque interaméricaine de développement et plusieurs institutions financières espagnoles pour que l'initiative sur les plans de conversion de créances pour le financement de projets d'éducation se traduise le plus rapidement possible par des bienfaits concrets pour les pays destinataires de transferts de fonds d'émigrés.

Pour l'Espagne, la solidarité n'est pas qu'un mot. En effet, mon gouvernement va contribuer 240 millions de dollars, sur 20 ans, au projet de l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination. De 2006 à 2025 nous débourserez chaque année 12 millions de dollars. D'après nos calculs, cet apport au programme aidera à sauver la vie à 250 000 enfants au cours des 20 prochaines années.

L'Espagne a aussi pris des mesures en matière de dette extérieure, qui permettront à notre pays de prendre une part active aux initiatives d'annulation de la dette multilatérale des pays pauvres très endettés.

L'Espagne s'est aussi engagée envers des pays à revenu intermédiaire fortement endettés, dans le cadre de projets de remise de dettes en échange d'investissements publics dans des domaines prioritaires pour le développement humain durable, comme l'éducation, l'environnement ou les infrastructures.

Les mesures destinées à consolider les progrès accomplis par les pays à revenu intermédiaire et à éviter le recul des progrès obtenus revêtent une grande importance. La communauté internationale doit récompenser et non pénaliser les efforts de ceux qui cherchent à consolider un certain degré de développement, car c'est dans les pays à revenu intermédiaire que vivent – ne l'oublions pas – quatre pauvres sur cinq dans le monde.

Le peuple espagnol croit qu'il est possible de bâtir un monde sans misère. Il sait qu'y parvenir en une génération n'est pas une utopie et qu'il existe des moyens pour y arriver. Il croit que la lutte contre la faim et contre la pauvreté est le combat le plus noble que l'humanité puisse livrer. Soyez sûr que, dans ce combat, le Gouvernement et le peuple espagnol souhaitent être en première ligne.

Le Coprésident (Suède) (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Luiz Inácio Lula da Silva, Président de la République fédérative du Brésil.

Le Président da Silva (*parle en portugais; texte anglais fourni par la délégation*) : Pour Josué de Castro, Brésilien et citoyen du monde, « la faim » est « l'expression biologique des maux sociologiques ». C'est un fléau que nous infligeons à notre propre espèce. Ces idées sont encore d'actualité.

J'ai fait de la lutte contre la faim, la priorité de mon gouvernement. Cette lutte reflète le plus grand défi, celui de promouvoir un développement socialement juste et politiquement démocratique.

En 2004, j'ai organisé à New York, avec mes collègues de France, du Chili et d'Espagne, une réunion de haut niveau pour promouvoir l'action internationale contre la faim et la pauvreté. Soixante chefs d'État et de gouvernement et plus de 100 délégations y ont répondu favorablement.

Aujourd'hui, nous donnons suite à un débat lancé au Sommet du Millénaire. Nous travaillons pour que les objectifs du Millénaire soient atteints et le rapport

Sachs a montré que ces objectifs sont réalisables. Le débat sur les mécanismes novateurs pour le financement du développement n'est plus tabou. L'Organisation des Nations Unies a placé cette question au centre de ses préoccupations. La Banque mondiale, le Fonds monétaire international et le G-8 se sont montrés sensibles à la question. Ce débat et les diverses manifestations parallèles relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement reflètent l'ampleur de la mobilisation.

À moins d'un engagement sérieux de la part de la communauté internationale, ces objectifs ne seront pas atteints. Nous devons aller plus vite et passer du discours aux actes. Nous devons renforcer les partenariats entre les gouvernements, les entreprises et la société civile.

L'année dernière, nous avons proposé des mécanismes afin de mobiliser des ressources additionnelles pour permettre une aide plus efficace sur des bases stables et prévisibles. Cette année, le groupe technique, qui comprend à présent l'Allemagne et l'Algérie, a débattu d'initiatives à court terme. Nous nous apprêtons à mettre en application certaines de ces idées en tant que projets pilotes.

J'appuie la proposition de mon ami, le Président Chirac, concernant un prélèvement de solidarité sur les billets d'avions et je sais que d'autres pays, comme le Chili, ont déjà adopté ces mesures. Au Brésil, j'ai décidé que mon gouvernement hâterait les études techniques pour que la mesure soit mise en pratique le plus tôt possible. Ce mécanisme permettra de collecter des ressources importantes. Mais le plus important encore sera la valeur d'exemple qu'il aura.

Ce sont la créativité et la solidarité, qui nous permettront de trouver des formules innovatrices pour lutter contre la pauvreté et la faim extrêmes. Nous proposerons également à l'Assemblée générale une réduction du coût des transferts de fonds internationaux pour les travailleurs immigrés. Nous voulons que ces fonds parviennent à leurs destinataires dans leur intégralité. Cela aidera à générer revenu et emploi pour les familles de ceux qui ont quitté leur foyer à la recherche d'opportunités.

Je suis convaincu que la plus grande contribution du Brésil à l'élimination de la faim dans le monde est l'effort sans précédent que nous déployons dans notre propre pays. Toutes les mesures prises au titre du programme Fome Zero (Faim Zéro) s'inscrivent dans

le cadre de la transformation capitale en cours au Brésil et contribuent à la réalisation de cinq des huit objectifs du Millénaire.

Nous ne transférons pas seulement des revenus, mais assurons aussi le droit à l'éducation et à la santé.

Les bénéfices sont subordonnés à la fréquentation scolaire et à la participation des enfants et des femmes enceintes aux programmes de soins de santé.

Le Brésil apporte sa contribution dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités en favorisant le dialogue sur la nécessité d'un commerce international plus équilibré et juste. Les subventions économiques scandaleuses accordées chaque année aux agriculteurs des pays industrialisés sont six fois plus importantes que les 50 milliards de dollars supplémentaires nécessaires chaque année à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Je suis convaincu que dans un monde en proie à l'instabilité, l'élimination de la faim est la condition sine qua non pour édifier un ordre international plus stable et pacifique. Il est temps d'agir maintenant.

Le Coprésident (Suède) (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Thaksin Shinawatra, Premier Ministre du Royaume de Thaïlande.

M. Shinawatra (Thaïlande) (*parle en anglais*) : Depuis Monterrey, nous avons obtenu quelques succès dans notre désir constant d'éliminer la pauvreté, mais il reste encore beaucoup à faire. Nous saluons les promesses plus audacieuses qui ont été faites d'augmenter l'aide. Les pays les plus pauvres du monde ont vu leurs dettes annulées tandis que d'autres propositions, plus nombreuses encore, attendent d'être mises en œuvre.

Mais je voudrais – moi qui viens du secteur des affaires, qui comprend la nature des activités commerciales et qui a une expérience directe de leurs fluctuations – vous faire part de quelques brèves réflexions.

Dans le monde des affaires, pour sauver une entreprise de la faillite, le remboursement des dettes impayées ne représente qu'une partie du problème, car cela n'est qu'un aspect partiel de son bilan. L'autre aspect implique que les sources de revenu lui permettent de sortir des difficultés financières. Le même principe s'applique à un pays. Une fois la dette

d'un pays vulnérable annulée, si l'on tente de le gérer sans équilibrer le bilan, il pourrait facilement être consumé de nouveau par la dette. Sans des bases économiques saines et des efforts pour trouver des revenus additionnels, les pays en développement pourraient aisément retomber dans le cercle vicieux de la pauvreté, de la dette et de l'emprunt une fois l'aide tarie. Pour veiller à ce qu'un pays s'engage fermement sur la voie durable de la croissance et de la prospérité, des bases économiques solides sont tout aussi essentielles que les flux d'aide à court terme et l'annulation de la dette.

L'expérience de la Thaïlande nous a appris qu'au bout du compte les nations en développement peuvent et devraient devenir des partenaires égaux et sûrs d'eux-mêmes dans notre propre développement. Nous sommes à même d'encourager des idées nouvelles et des solutions de rechange. Nous connaissons l'ampleur de nos problèmes et les limites de nos capacités. En même temps, nous connaissons aussi nos points forts. Nous devons donc n'épargner aucun effort pour tirer au mieux parti de notre potentiel afin de donner plus de valeur à nos produits en se fondant sur nos compétences locales et notre sagesse. Dans le climat actuel, toutefois, les pays en développement sont confrontés à deux défis pressants qui sapent constamment leurs fondements économiques : la montée des cours mondiaux du pétrole et l'absence de fonds d'investissement. Les régions en développement connaissent une fuite de capitaux dans le but de couvrir ces dépenses croissantes ou de les investir dans le monde développé, ce qui fait que ces régions manquent cruellement de capitaux pour l'investissement.

La montée régulière des cours mondiaux du pétrole tire la sonnette d'alarme car elle nous exhorte haut et fort à prendre la mesure de notre dépendance à l'égard des combustibles fossiles, laquelle ne peut durer. De nouvelles sources d'énergie pourraient être une solution. Actuellement, la Thaïlande et des pays comme le Brésil encouragent activement l'utilisation des biocarburants. Cette stratégie offre aux économies axées sur l'agriculture, telles que la nôtre, la possibilité de produire notre propre énergie et d'augmenter en même temps les revenus des agriculteurs. Les meilleures pratiques en ce qui concerne la conservation de l'énergie et les stratégies pour la sécurité énergétique doivent être partagées. En même temps, la spéculation pétrolière non seulement fait monter les cours pétroliers mais entraîne d'énormes

accumulations de liquidités dans les pays producteurs de pétrole. Il doit y avoir un moyen pour permettre que ces surplus de bénéfices puissent contribuer de façon plus productive à l'économie mondiale.

Depuis la crise financière de 1997, l'Asie a appris qu'il faut renforcer l'architecture financière internationale. La Thaïlande en particulier mène le combat dans le but de se protéger contre les vulnérabilités causées par la contagion qui s'est répandue en Asie du Sud-Est et qui s'est propagée dans d'autres régions du monde.

Nous constatons un soutien toujours plus grand pour la proposition visant à mettre en place un marché obligataire asiatique, que j'avais faite en 2001. Les Asiatiques sont parmi les épargnants les plus prudents du monde. Si ces épargnes restent dans la région, elles peuvent constituer des ressources financières pour renforcer le développement, ce qui sera bénéfique non seulement pour l'Asie mais aussi pour le reste du monde. Depuis 2003, les banques centrales principales d'Asie ont créé deux fonds obligataires asiatiques avec un capital de 3 milliards de dollars au total. Les pays asiatiques passent à présent à la prochaine étape de cette stratégie et émettent des obligations libellées en monnaie régionale. Ce renforcement de l'infrastructure financière asiatique facilitera grandement le commerce dans la région et attirera de plus grands investissements. Le marché obligataire asiatique et les obligations asiatiques sont donc des mécanismes de financement de développement qui favorisent également une stabilité économique plus grande dans la région.

Nous, pays en développement, partageons l'objectif commun qui est d'éliminer la pauvreté et d'atténuer les souffrances humaines. Une direction éclairée, des idées novatrices pour la coopération et l'engagement inflexible de prendre en main notre destinée nous permettront d'atteindre cet objectif. Nous pouvons tous travailler avec plus d'ardeur pour veiller à ce que l'aide vienne autant des nations en développement que de l'extérieur. La coopération Sud-Sud vaut la coopération Nord-Sud.

Le Coprésident (Suède) (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Dominique de Villepin, Premier Ministre de la République française.

M. de Villepin (France) : Jamais le monde n'a été aussi prospère. Et pourtant jamais les inégalités n'ont

été aussi grandes. Voici cinq ans, rompant avec les logiques de dépendance et d'assistance, nous avons choisi de placer la responsabilité et la solidarité au cœur d'un nouveau partenariat international pour le développement. Aujourd'hui, nous mesurons le chemin qui nous reste à accomplir pour atteindre les objectifs du Millénaire, en particulier en Afrique. Portés par un puissant mouvement de la société civile et par les organisations non gouvernementales, les États ont augmenté leur aide publique au développement. La France et l'Europe se sont engagées sur un calendrier précis pour atteindre l'objectif de 0,7 % de leur produit national brut.

Cet indispensable effort budgétaire est néanmoins insuffisant au regard de l'ampleur des besoins. Aujourd'hui, les esprits sont mûrs pour mettre en place de nouveaux mécanismes : nous devons tirer parti des richesses engendrées par la mondialisation pour mobiliser des ressources stables et pérennes au profit des pays pauvres. C'est une exigence de justice, de solidarité et de paix.

Avec l'Algérie, l'Allemagne, le Brésil, le Chili et l'Espagne, la France, par la voix du Président de la République Jacques Chirac, appelle la communauté internationale à aller de l'avant. Dès l'an prochain, un groupe pionnier de pays établira un premier prélèvement international de solidarité sur les billets d'avion. Celui-ci permettra, sans entraver l'essor du transport aérien, de mobiliser, sur une base permanente, des moyens nouveaux que la France propose d'affecter en priorité au combat contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Je veux aujourd'hui saisir cette tribune d'une nouvelle urgence, d'une menace qui pèse sur nous tous, mais qui frappera avec la plus grande violence, elle aussi, les pays et les populations les plus fragiles. Nous devons aujourd'hui conjurer le risque de pandémie de grippe aviaire. L'ampleur de la menace nous impose de réagir sans délai. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation internationale des épizooties, autorités sanitaires nationales, acteurs de l'industrie pharmaceutique, tous ensemble nous devons nous mobiliser, dans un esprit de pragmatisme et d'efficacité pour enrayer la propagation de l'épizootie et atténuer le choc économique pour les pays pauvres, pour renforcer les capacités de détection précoce d'une nouvelle souche virale hautement contagieuse pour l'homme, pour constituer un stock international

d'urgence de médicaments antiviraux permettant de circonscrire sans tarder tout foyer d'infection humaine, pour favoriser l'accès aux traitements en cas de pandémie, pour accélérer la recherche et le développement d'un vaccin en quantité suffisante. Si nous ne faisons pas cet effort, c'est l'ensemble de nos pays, de nos populations qui peut être atteint. Tous nos efforts en faveur du développement pourraient alors être ruinés.

La France appelle solennellement à cette double mobilisation, contre la maladie et contre la pauvreté. La responsabilité qui nous incombe ici, c'est de donner une impulsion nouvelle à l'effort de solidarité. Il y va de notre sécurité. Il y va de notre avenir. La France y est décidée.

Le Coprésident (Suède) (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Saifur Rahman, Ministre des finances et de la planification du Bangladesh.

M. Rahman (Bangladesh) (*parle en anglais*) : Il y a cinq ans, les dirigeants du monde ont fait la promesse sans précédent d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Nous sommes réunis une fois encore non pas pour fixer de nouveaux objectifs mais pour évaluer les progrès enregistrés jusqu'à présent et pour intensifier nos efforts afin d'atteindre les OMD.

Trois ans se sont écoulés depuis Monterrey. Le monde a connu une rapide évolution. En particulier, l'instabilité des cours des produits alimentaires et autres produits de base, notamment les cours pétroliers, réduit gravement la capacité financière de nombreux pays pauvres. Bien que les richesses et les ressources s'amassent sans cesse, elles sont inégalement réparties, entraînant un écart considérable entre les riches et les pauvres. Aujourd'hui, l'architecture commerciale internationale est telle qu'elle a des conséquences néfastes pour les pays les plus pauvres.

L'Organisation des Nations Unies a mis l'accent, à juste titre, sur le fait que les menaces à la paix et à la sécurité proviennent non seulement de la guerre mais aussi de la pauvreté, des maladies infectieuses et de la dégradation de l'environnement. La paix et la pauvreté ne vont pas de pair. Il ne peut pas y avoir par conséquent de développement durable sans paix et sécurité mondiales.

C'est dans ce contexte que nous autres, dirigeants du monde, nous réunissons ici pour trouver la meilleure stratégie permettant de renforcer les capacités nationales susceptibles de répondre à des questions que la bonne gouvernance. Je dois ajouter ici qu'en l'absence de bonne gouvernance aucune somme d'argent ne permettra d'obtenir des résultats sur le plan des objectifs du Millénaire pour le développement. Il faut avant tout mobiliser des ressources suffisantes et veiller à ce qu'elles soient allouées de manière juste et équitable parmi les pays qui le méritent, afin que les OMD puissent être réalisés d'ici à la date fixée, 2015.

Je pense que l'argent seul ne suffira pas. L'aide à elle seule n'est pas à même de nous faire accéder au niveau de développement souhaité. Le plus important, ce sont la gouvernance et la manière dont l'aide est utilisée. Les fonds, qu'ils proviennent de sources internes ou externes, doivent être utilisés de manière efficace et transparente en vue d'une croissance qui bénéficie aux pauvres et non pas à une partie seulement de la population. De grosses sommes d'argent, en l'absence de bonne gouvernance, de gestion prudente des dépenses, de transparence et de responsabilité ne sont pas à même de produire les résultats souhaités.

Le Bangladesh estime que le développement doit être contrôlé de l'intérieur et maîtrisé sur le plan national. Conformément à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, nous pensons que celle-ci doit être prévisible, assortie d'un calendrier précis et que les donateurs doivent s'aligner sur les procédures du pays. Pour que l'aide soit efficace, une harmonisation est nécessaire parmi les partenaires de développement, d'un côté, et les pays bénéficiaires, de l'autre. Nous devons également veiller à une responsabilité mutuelle et renforcer notre capacité de gérer les finances publiques. Je me sens obligé de faire remarquer ici que le moindre échec sur des questions mineures retarde le dégagement de fonds pour des projets et des programmes d'envergure dans les pays du tiers-monde, et ce, malgré les nombreuses raisons d'aller de l'avant avec ce type de projets. Je dois ajouter que les questions sociales et politiques ne doivent pas occulter les besoins économiques pressants des pays concernés.

Comme nous le savons tous, les êtres humains sont au cœur du processus de développement. À partir de notre propre expérience, nous avons constaté que le développement ne peut se réaliser que dans un contexte de pluralisme, de démocratie, de bonne gouvernance, de primauté du droit et de sensibilisation aux

problèmes sexospécifiques. Une plus grande mobilisation des ressources nationales, des mesures contre l'indiscipline fiscale, des politiques saines en vue d'encourager la participation du secteur privé, une administration dynamique, une réforme fiscale et monétaire et une capacité nationale accrue grâce au renforcement d'institutions de contrôle saines et une meilleure gestion des dépenses peuvent être des outils efficaces pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement.

Je suis très heureux d'informer l'Assemblée que le Bangladesh a accompli des progrès significatifs dans les divers domaines susmentionnés. Nous avons entrepris une série de réformes dans les secteurs public, financier et monétaire. Nous avons libéralisé notre économie et adopté des politiques de libre jeu des forces du marché. Nos réalisations dans les secteurs sociaux comme la santé et l'éducation sont les meilleures d'Asie du Sud. Notre succès dans le secteur de l'enseignement primaire est peut-être le plus remarquable. Malgré des ressources limitées, le taux brut de scolarisation dans l'enseignement primaire était de 97 % en 2004. Le Bangladesh est pratiquement parvenu à obtenir l'égalité des sexes au niveau de l'école primaire et l'accès à l'eau potable pour la totalité de ses habitants.

Le rapport périodique du Bangladesh en 2005 sur les progrès réalisés en matière d'objectifs du Millénaire pour le développement, publié conjointement par notre gouvernement et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) reconnaît que nous avons réalisé des progrès impressionnants sur le plan des principaux indicateurs du développement humain, ce qui est également reflété dans le Rapport 2004 du PNUD sur le développement humain. Le Bangladesh figure au 138^e rang sur 177 pays, il est passé en ce qui concerne le développement humain d'un taux faible à un taux moyen.

Nous avons été en mesure d'obtenir ces progrès grâce à une stabilité macroéconomique soutenue; à un faible taux de croissance démographique; à l'autonomisation des femmes; à une génération de revenus internes et à une gestion des dépenses saines; à une capacité de gestion des catastrophes efficace; à l'encouragement donné aux organisations non gouvernementales; à une croissance alimentaire spectaculaire; et à une société civile démocratique dynamique, pluraliste, qui se caractérise par un

activisme culturel, des débats sur le développement et une presse libre et active. Le fait que nous ayons été en mesure de nous occuper d'une population de 140 millions d'habitants vivant sur une terre exiguë de 147 000 kilomètres carrés indique la résistance, la vigueur et l'esprit d'entreprise de notre peuple, qui fait face à une nature imprévisible. Malgré tous les progrès, nous avons cependant encore un long chemin à parcourir.

Pour résoudre les grandes difficultés auxquelles les pauvres font face, une augmentation immédiate et importante de l'aide constitue aujourd'hui un besoin pressant. Nous devons renforcer notre capacité et mobiliser davantage de ressources nationales. Un partenariat véritable avec les parties prenantes sera la clef de cet effort, qui peut être annonciateur de véritables changements. Nous exhortons la mise en place d'un système susceptible de récompenser des réformes véritables et de bonnes prestations. Que nos engagements à l'avenir soient axés sur les résultats et orientés vers les prestations. Nous devons accorder notre attention à ceux qui obtiennent de bons résultats, afin qu'ils puissent échapper aux griffes de la pauvreté.

Le Coprésident (Suède) (*parle en anglais*) : Je donne la parole à S. E. M. Ahmed Aboul Gheit, Ministre des affaires étrangères d'Égypte.

M. Aboul Gheit (Égypte) (*parle en arabe*) : La séance d'aujourd'hui revêt une importance particulière, étant donné le besoin pressant d'évaluer ce qui a été réellement obtenu grâce aux engagements nationaux et internationaux dans le domaine du financement du développement. Pour les pays en développement, le développement est une condition essentielle pour surmonter la faim, la pauvreté, les maladies et le sous-développement, des facteurs qui grèvent lourdement leurs budgets très limités. Je voudrais souligner que si nous ne présentons pas un front commun et si nous ne redoublons pas d'efforts, les pays en développement, notamment en Afrique, resteront pris dans un cycle vicieux de pauvreté et ne seront pas en mesure d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Le Consensus de Monterrey a souligné que la mobilisation des ressources financières est un élément essentiel du partenariat international en vue du développement. Nombre de pays en développement ont consenti des efforts monumentaux en vue de créer un climat économique national propice au développement

et de mobiliser des ressources nationales, en faisant avancer le processus de développement dans les domaines politique, économique et financier. Nombre de pays développés ont manifesté leur volonté d'honorer leurs engagements. Cela se reflète dans le résultat du Sommet du Groupe des Huit à Gleneagles (Écosse), qui a abordé les questions de développement à partir d'une perspective tenant compte de leur nature variée et de leurs exigences diverses.

Les négociations sur le projet de document final de la Réunion plénière de haut niveau ont montré que nombre de pays développés sont disposés à honorer leurs engagements dans plusieurs domaines couverts par le Consensus de Monterrey.

L'Égypte recommande de mettre à profit ces indicateurs très encourageants en adoptant des mesures supplémentaires pour mettre en œuvre celles adoptées à Monterrey dans de nombreux domaines, dont le principal est d'atteindre le niveau cible d'APD. Certains pays y sont parvenus, et de nombreux autres ont établi des délais pour y parvenir. C'est une mesure très importante qui devrait être prise en compte par tous les pays, notamment les pays développés.

L'Égypte estime que les questions relatives aux échanges commerciaux devraient se voir accorder la plus haute priorité à la Réunion de haut niveau. Nous devons tous envoyer un message clair s'agissant de la mise en œuvre du programme de Doha pour le développement et œuvrer sans relâche pour veiller à ce que le commerce international devienne véritablement un moteur de développement.

Enfin, je souhaiterais souligner l'importance de s'entendre sur un ensemble de sources supplémentaires et innovantes de financement du développement, ainsi que de trouver une solution au problème de la dette extérieure qui continue d'affecter un grand nombre de pays en développement, notamment les pays africains. À cet égard, au cours de la réunion précédente sur le financement du développement, l'Égypte, se fondant sur sa propre expérience, a proposé, dans cette même instance, que les conversions de créances au titre du développement soient utilisées comme un outil efficace et innovant pour faire face à un des principaux défis auxquels les pays en développement sont confrontés.

Enfin, j'aimerais souligner l'importance d'accorder à notre continent, l'Afrique, la plus haute priorité dans le contexte des efforts de développement international afin de soulager les souffrances des

Africains, de les aider à surmonter les défis auxquels ils sont confrontés et de répondre de façon appropriée à leurs besoins dans les domaines du renforcement des ressources humaines et du transfert des technologies. Nous attendons avec intérêt de poursuivre nos travaux avec nos partenaires de développement et de coordonner tous nos efforts afin de promouvoir le développement en Afrique par le biais de ses propres cadres et mécanismes, tels que le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique.

L'Égypte estime que le document final de cette Réunion de haut niveau constituera un nouveau point de départ et renforcera notre coopération dans l'intérêt du bien-être et de la prospérité des populations africaines.

Le Coprésident (Suède) (*parle en anglais*) : Je donne la parole à M. Andrew Natsios, Directeur de l'Agency for International Development des États-Unis d'Amérique.

M. Natsios (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : En septembre 2000, au Sommet du Millénaire, 147 chefs d'État ou de gouvernement et 189 pays au total ont convenu de joindre leurs forces pour éliminer la pauvreté.

Le Sommet du Millénaire a donné l'élan politique pour la réforme mais c'est à Monterrey (Mexique), deux ans plus tard, que nous avons élaboré la stratégie pour parvenir avec succès au développement, à savoir le Consensus de Monterrey. Les dirigeants mondiaux ont adopté la bonne gouvernance, l'appropriation nationale des stratégies de développement, les échanges commerciaux et l'investissement privé en tant qu'éléments clefs de la croissance économique et de la prospérité.

En Afrique, par exemple, de nombreux dirigeants mettent maintenant en pratique le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), liant l'élimination de la pauvreté à des politiques qui promeuvent la croissance durable et les échanges commerciaux, la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption.

Pour leur part, les États-Unis ont accru leur aide publique au développement au-delà de l'engagement pris par le Président Bush à Monterrey en 2002. L'aide des États-Unis a presque doublé, passant de 10 milliards de dollars en 2000 à 19 milliards en 2004. Cela représente 25 % de l'aide publique au

développement (APD) des 30 pays industrialisés membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

L'histoire a cependant montré qu'aucun montant d'aide financière ne peut garantir le développement à moins que l'aide ne soit employée efficacement. Un des principaux problèmes dans le financement du développement est l'efficacité de l'aide. Une meilleure coordination des bailleurs de fonds pourrait être bénéfique mais les politiques des gouvernements bénéficiaires et leur attachement à éliminer la corruption sont encore plus importants.

Le Président Bush a créé un nouveau mécanisme de financement innovant – le compte du défi du millénaire – pour aider les pays en développement qui gouvernent avec justice à investir dans leurs populations et à encourager la liberté économique pour réduire la pauvreté grâce à la croissance. Les pays bénéficiaires du compte du défi du millénaire choisissent leurs propres priorités, élaborent et mettent en œuvre leurs propres programmes et conviennent d'avance dans un pacte des instruments de mesure de leur succès. La Millennium Challenge Corporation (la Société du défi du millénaire) s'est déjà engagée à hauteur de presque 1 milliard de dollars envers cinq pays ayant conclu des pactes avec le compte du défi du millénaire.

L'Agency for International Development (USAID) a essayé, par le biais de ses programmes, de tirer parti, ces dernières années, des nouvelles sources d'aide au développement, combinant ses forces avec des organisations du secteur privé qui ont pris leurs responsabilités au niveau social dans ce que nous appelons l'alliance mondiale pour le développement. En employant d'une manière nouvelle notre aide au développement traditionnelle, nous avons depuis 2002 investi 1,1 milliard de dollars dans 290 alliances publiques et privées dans 98 pays, alors que nos partenaires du secteur privé ont contribué plus de 3,7 milliards de dollars à ces programmes.

Les échanges commerciaux sont aussi une possibilité de la plus haute importance pour la promotion du développement. Grâce à l'*African Growth and Opportunity Act* (loi en faveur de la croissance de l'Afrique et son accès aux marchés), les États-Unis aident les économies africaines à saisir les occasions de faire du commerce. Grâce aux initiatives américaines de renforcement des capacités

commerciales représentant un montant total de 921 millions de dollars en 2004, nous aidons des pays à créer les conditions de leur réussite.

Sans échanges commerciaux, il ne peut y avoir de croissance économique équitable durable. Sans croissance économique, les revenus fiscaux ne s'accroîtront pas. Et sans revenus fiscaux, l'amélioration des services publics ne peut être poursuivie. L'aide au développement est un catalyseur de la croissance, mais le principal moteur de l'expansion économique et du développement axé sur la transformation de l'homme repose sur de bonnes politiques au niveau national et sur un gouvernement responsable.

L'aide étrangère doit également être employée pour aider les pays à remédier aux causes sous-jacentes des urgences humanitaires et complexes, tout en apportant un soulagement immédiat aux personnes dans le besoin. Cela signifie qu'il faut intégrer dans les efforts d'assistance des éléments de développement afin que ces efforts puissent réellement mettre fin à la dépendance. Sans cela, nous ne briserons pas le cercle de la pauvreté et les risques seront exacerbés.

La présente revalidation du partenariat de Monterrey réaffirme notre attachement partagé à la croissance économique et à la bonne gouvernance. Accroître la liberté et les possibilités économiques de tous les citoyens est le plus sûr moyen d'arracher des sociétés entières à la pauvreté et au désespoir.

Le Coprésident (Suède) (*parle en anglais*) : Je donne la parole à S. E. M^{me} Heidemarie Wiecek-Zeul, Ministre fédéral de la coopération et du développement économiques de l'Allemagne.

M^{me} Wiecek-Zeul (Allemagne) (*parle en anglais*) : Nous avons besoin d'une Organisation des Nations Unies qui soit capable de faire respecter la force de la loi et de mettre fin à la pratique selon laquelle la force freine la loi. Ne laissons pas passer cette chance. Les tentatives visant à affaiblir l'Organisation des Nations Unies ont échoué. C'est une bonne nouvelle.

Nous constatons avec grande satisfaction que les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont été réaffirmés dans le document final et que, parallèlement, nos efforts se sont accrus pour atteindre juste à temps et de manière efficace nos objectifs ambitieux, notamment l'objectif des 0,7 %.

Donner forme à la bonne gouvernance mondiale est une tâche d'une portée historique. Cette vision n'est pas seulement celle des gouvernements de notre monde. À la vingtième Journée mondiale de la jeunesse, il y a quatre semaines, à Cologne, j'ai trouvé qu'elle allait bien au-delà de ce domaine. J'ai promis à ces jeunes personnes que je vous ferai part de leurs visions. Il nous appartient de donner à tous les jeunes à travers le monde une chance de réaliser leurs rêves. Leurs visions sont nos obligations.

Le fait, scandaleux, que 30 000 enfants décèdent quotidiennement de maladies évitables exige que nous fassions tous des efforts supplémentaires. C'est pour cela qu'il est si important que l'Union européenne ait adopté pour la première fois un calendrier concret pour atteindre l'objectif de 0,7 %; celui-ci prévoit 0,51 % d'ici à 2010, et 0,7 % d'ici à 2015. Le Gouvernement allemand respectera ce calendrier et nous demandons à d'autres donateurs de faire de même. Nous honorerons aussi toutes nos promesses en matière d'allègement de la dette décidé à la réunion du Groupe des huit à Gleneagles.

Je voudrais ajouter trois observations qui me semblent importantes dans ce débat.

Si le commerce doit contribuer à la réalisation opportune des objectifs du Millénaire pour le développement, il importe que des décisions soient prises dès maintenant à l'Organisation mondiale de la santé et non pas dans cinq ans. Concrètement, il faut que nous prenions des décisions qui soient propices au développement, à la libéralisation du commerce et qui mettent fin aux subventions des exportations agricoles.

Deuxièmement, comme l'ont fait remarquer nos collègues lors de ce débat, la montée des prix pétroliers constitue une lourde charge pour les pays en développement les plus pauvres et qui importent du pétrole. Cela a entraîné une perte de 2,7 % de leur produit national brut. Cela aggrave la pauvreté.

Deux conclusions s'imposent. Premièrement, nous devons faire plus que jamais appel aux énergies renouvelables. Deuxièmement, nous devons tenter d'obtenir une transparence accrue et renforcer notre action sur les marchés pétroliers. C'est le but de l'initiative que l'Allemagne a présentée dans le cadre du Groupe des Huit. L'ONU, le Fonds monétaire International et la Banque mondiale devraient tenir compte de cette préoccupation.

Troisièmement, il convient de trouver de nouvelles pistes pour le financement du développement. Il convient de faire face aux défis mondiaux tels que la réduction de la pauvreté et la protection de notre environnement naturel à l'échelle planétaire, ce qui veut dire que des instruments financiers à une échelle comparable sont nécessaires. C'est pourquoi nous appuyons, et appelons les autres pays à faire de même, la mise en œuvre de l'initiative lancée par le Président Lula, « Action contre la faim et la pauvreté ».

Enfin, nous avons besoin d'un désarmement mondial ainsi que d'un désarmement nucléaire dans tous les pays concernés. Il est obscène que les dépenses mondiales pour les armements aient atteint plus de 1 000 milliards de dollars alors que les dépenses mondiales pour la coopération ne représentent que 78 milliards de dollars. J'exhorte tous les protagonistes à modifier leurs priorités de dépenses en faveur du développement en vue de combattre la pauvreté, la faim et les causes de la montée de la violence et de l'usage de la force dans le monde.

Le Coprésident (Gabon) (*parle en français*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Nobutaka Machimura, Ministre des affaires étrangères du Japon.

M. Machimura (Japon) (*parle en anglais*) : Je tiens à exprimer ma gratitude pour l'occasion qui m'est donnée de prendre la parole à cette réunion importante.

Je voudrais tout d'abord rappeler un des objectifs fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies : la promotion du progrès social et de meilleures conditions de vie dans un cadre de plus grande liberté. À cette fin, le Japon s'est fermement attaché aux objectifs du Millénaire pour le développement et se félicite des tendances actuelles visant à augmenter l'aide publique au développement à l'échelle de la planète.

À la Conférence de Monterrey en 2002, la communauté internationale a convenu qu'une démarche d'ensemble vis-à-vis du financement du développement incluant la mobilisation des ressources nationales, l'aide publique au développement, le commerce et l'investissement était essentielle pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Conformément à cette démarche et en tant que principal pays donateur de cette dernière décennie, le Japon s'efforcera de parvenir à une augmentation stratégique du volume de son aide publique au développement en vue de parvenir à un

niveau crédible et suffisant. Je voudrais mentionner quelques-unes des initiatives récentes auxquelles j'ai pris part personnellement, à savoir la décision de mon gouvernement d'accroître son volume d'aide publique au développement de 10 milliards de dollars dans les cinq prochaines années et de doubler l'aide à l'Afrique dans les trois prochaines années. Le Japon augmente non seulement le volume de son aide publique au développement mais améliore également sa qualité et son efficacité en se fondant sur le plan d'action pour la mise en œuvre de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement.

Je voudrais présenter deux démarches que le Japon considère comme importantes pour le développement.

La première concerne la sécurité humaine qui se définit surtout par la protection et l'autonomisation de l'individu. Je crois que la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement doit aller de pair avec des efforts couronnés de succès pour faire en sorte que, partout, les personnes puissent vivre leur vie dans des conditions de liberté et de dignité.

Deuxièmement, le Japon a activement encouragé la coopération Sud-Sud tout en respectant l'appropriation de ces projets par les pays en développement et continuera de le faire. Le Nouveau Partenariat stratégique entre l'Asie et l'Afrique, adopté en Indonésie en avril dernier, est un jalon important à cet égard et le Japon est foncièrement attaché à sa réussite. L'appui japonais à ce nouveau partenariat est notamment illustré par l'idée d'un réseau universitaire pour le développement Asie-Afrique, que nous sommes actuellement en train d'examiner avec d'autres pays et organisations intéressés.

Comme nous le savons tous, il est temps de traduire nos engagements en actions décisives; et j'assure l'Assemblée générale que le Japon œuvrera avec tous les autres pays pour améliorer le bien être des populations dans le monde entier.

Le Coprésident (Suède) (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Ali Rodríguez Araque, Ministre des affaires étrangères de la République bolivarienne du Venezuela.

M. Rodríguez Araque (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : Le bilan que nous faisons aujourd'hui du Sommet du Millénaire et du Consensus de Monterrey à l'aune des faits n'est pas

très encourageant. La pauvreté et l'inégalité persistent dans de nombreux pays et l'inégalité s'accroît, en particulier, entre les pays et entre les régions. Une donnée terrifiante illustre bien cet état de faits : un enfant meurt toutes les trois secondes à cause de la pauvreté.

Le système financier qui gouverne aujourd'hui le monde exerce des pressions et façonne les lois et institutions dans les pays qui bénéficient de crédits ou de dons. Loin de favoriser des systèmes équitables de répartition des revenus, cela engendre des systèmes encore plus régressifs tant au niveau national qu'international.

Le Venezuela a pour sa part engagé un processus de redressement économique qui nous permettra de faire face à nos problèmes de développement et de contribuer au développement de pays frères dans la région, notamment dans le secteur énergétique, et ce en vue de favoriser les processus d'intégration.

La réussite économique, la stabilisation politique et la mise en œuvre d'un système progressif de répartition des revenus ont conduit, en moins de deux années, à l'alphabétisation d'un million et demi de personnes. Pendant cette période, on a permis à 700 000 étudiants, qui avaient dû abandonner leurs études secondaires à cause de la pauvreté, de reprendre leurs études.

Dans le secteur de la santé, des services médicaux ont été mis à la disposition de 17 millions de Vénézuéliens qui ne bénéficiaient auparavant d'aucun soin médical. Les efforts déployés dans le domaine de la nutrition, de la santé et de l'éducation ont permis d'inverser les chiffres négatifs du Programme des Nations Unies pour le développement et du Centre pour les études latino-américaines concernant le Venezuela pour 2003 qui ont été publiés récemment. Il est certain que ces indicateurs refléteront les avancées actuelles dans les années à venir.

C'est dans un esprit de coopération et de solidarité, grâce à des initiatives comme Petrocaribe, que nous allons financer la facture pétrolière à hauteur de 40 % pour 25 ans avec un intérêt maximum de 2 %. Dans 10 ans, ce financement atteindra environ 17 millions de dollars au titre d'un plan clair de coopération Sud-Sud.

Il y a beaucoup d'autres données prometteuses que je pourrais exposer, mais le manque de temps m'oblige à être bref.

Le défi démocratique est aujourd'hui plus que jamais un défi social, un défi humain et c'est ainsi que nous devons le comprendre en vertu du mandat qui nous a été confié par nos peuples et l'humanité entière.

Le Copräsident (Suède) (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M. José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne.

M. Barroso (Commission européenne) (*parle en anglais*) : Pourquoi sommes-nous ici aujourd'hui? Est-ce pour exprimer publiquement notre préoccupation quant au milliard de personnes environ qui vivent toujours dans une extrême pauvreté? Ou est-ce pour aller au-delà des mots et faire de cet événement un sommet décisif où le monde entier exprime son refus de la mort due à la pauvreté dans un monde d'abondance?

Les enjeux sont considérables. Quelque 25 000 personnes meurent chaque jour parce qu'elles n'ont pas suffisamment à manger ou pas d'eau potable. Mettre fin à cette situation, c'est là le défi de notre génération. Nous disposons de ressources suffisantes pour gagner cette guerre et nous libérer du besoin. Alors, cette semaine à New York, nous pouvons donner la preuve que nous avons la volonté de remporter la victoire.

L'Union européenne a joué un rôle de premier plan à cet égard. Nous fournissons déjà 55 % de toute l'aide publique au développement dans le monde entier. Cet été, nous avons convenu d'aller plus loin et de quasiment doubler l'aide extérieure entre 2004 et 2010. Au moins la moitié du montant supplémentaire sera accordée à l'Afrique.

Pourquoi y avons-nous consenti? Parce que l'objectif de longue date, fixé par l'ONU et qui consiste à consacrer 0,7 % du produit national brut à l'aide publique au développement, est un objectif réalisable et non une simple aspiration. C'est un objectif qui tend à l'élimination de la pauvreté extrême.

Mais il s'agit aussi de fournir une aide meilleure et plus efficace. Cela concerne la cohérence des politiques, l'amélioration de l'acheminement de l'aide et son déliement. Dans tous ces domaines, l'Union européenne a montré qu'elle était déterminée à concrétiser ces nobles aspirations.

Toutefois, aucun pays en développement n'est devenu développé au moyen de l'aide seule. Le commerce international est un moteur incroyablement puissant pour le développement durable. Augmenter de 1 % la part de l'Afrique dans le commerce mondial générerait chaque année un revenu quatre à cinq fois plus élevé que l'aide que le continent reçoit actuellement.

C'est la raison pour laquelle l'initiative européenne, « Tout sauf les armes », permet à tous les produits originaires des pays les moins avancés, à l'exception des munitions, d'avoir l'accès à l'Union européenne, en franchise de droits et contingents. C'est la raison pour laquelle l'Union européenne est le plus important bailleur de fonds du monde en matière d'aide commerciale, et ce dans le but d'aider les pays en développement à tirer pleinement parti des possibilités d'accès et à développer leurs capacités commerciales. Au Sommet du Groupe des Huit, cet été, je me suis engagé à accroître encore cette aide commerciale, afin qu'elle atteigne un milliard par an. L'aide et le commerce aideront ces pays dont les gouvernements assument la responsabilité de leur propre développement. L'Union européenne, par son aide, appuie les gouvernements dans leurs efforts pour mobiliser les ressources nationales, pour mettre en œuvre des politiques de développement nationales efficaces, pour mettre en place des structures de gouvernance responsables et défendre les droits de l'homme et l'état de droit. C'est essentiel.

Le développement concerne tous les êtres humains et n'est pas une simple théorie économique. La promotion et la protection universelles de leurs droits sont une valeur mondiale essentielle.

Je suis fermement convaincu que si d'autres se mettent au diapason de l'Europe en augmentant l'aide et en prenant des initiatives en matière de commerce et de développement, si nous pouvons favoriser le succès du Cycle de négociations de Doha pour le développement dans le cadre des pourparlers du commerce mondial et si les pays en développement honorent leur part du marché, les objectifs du Millénaire pour le développement seront à notre portée.

Le choix qui se présente à nous aujourd'hui est clair : soit nous fermons les yeux soit nous redoublons nos efforts. L'Europe a montré la voie à suivre. Nous

pouvons et ferons mieux. J'espère et je sais que d'autres s'associeront à nous.

Le Copräsident (Suède) (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M. Kipkorir Aly Azad Rana, Directeur général adjoint de l'Organisation mondiale du commerce.

M. Rana (Organisation mondiale du commerce) (*parle en anglais*) : C'est pour moi un privilège et un honneur de prendre la parole devant l'Assemblée au nom de l'Organisation mondiale du commerce et de son nouveau Directeur général, M. Pascal Lamy, qui adresse ses meilleurs vœux de succès. Il a dû rester à Genève pour tenir la première réunion du Comité des négociations commerciales.

Ce matin, nous avons entendu de nombreux orateurs parler du commerce international, l'un des buts énoncés au titre des objectifs du Millénaire pour le développement et qui figure en bonne place dans le Consensus de Monterrey sur le financement du développement. Mais, comme nous le savons tous, les possibilités qu'offre le commerce international de contribuer au développement n'ont pas encore été exploitées. Le Secrétaire général Kofi Annan, l'un des défenseurs ardents du système commercial international, a reconnu que le cycle actuel de négociations commerciales engagées à l'Organisation mondiale du commerce offre une occasion de rectifier l'erreur et de traduire les discours en actes. À ce Sommet, il a lancé un défi aux dirigeants du monde pour qu'ils s'engagent à mener le cycle à bien en 2006 au plus tard et à veiller à ce que la promesse de développement soit pleinement tenue. Je regrette de dire que le rythme actuel des progrès est loin d'être suffisant pour que l'échéance de 2006 soit respectée. La prochaine étape de négociations est la Sixième Conférence ministérielle qui se tiendra en décembre à Hong Kong (Chine).

Le Directeur général Lamy a déjà indiqué que les négociateurs avaient encore beaucoup de problèmes à résoudre et qu'il restait très peu de temps. Des progrès ont été réalisés dans divers domaines sur lesquels portent les négociations : agriculture, accès aux marchés non agricoles, services, règles et traitement spécial et différencié. Les négociations concernant la facilitation du commerce ont véritablement commencé, avec une participation forte des pays en développement. Mais soyons clairs, ces progrès sont loin d'être suffisants pour ce qui est du chemin qu'il

nous est essentiel de parcourir avant Hong Kong. Et aucun progrès n'est constaté sur les questions clefs, ce qui faciliterait une reprise des négociations tous azimuts.

D'une manière générale, il semble que la situation soit bloquée et qu'un sentiment de frustration domine. Nous constatons également une reprise des débats stériles sur la procédure plutôt que des négociations sur le fond. L'une des raisons qui explique l'absence de progrès est que le soutien politique manifesté pour les réunions ministérielles n'a donné lieu que de manière minime à des progrès concrets dans les groupes de négociation. Chacun se dit attaché en général au progrès. Mais dès qu'il s'agit d'être précis, les positions défensives traditionnelles reprennent le dessus. Il est de la plus haute importance de relancer les négociations dans les mois qui nous séparent de la Conférence de Hong Kong et de donner dès que possible une impulsion nouvelle aux négociations. Un travail intensif sera nécessaire au dernier trimestre de l'année pour pouvoir commencer à engranger des résultats positifs.

Mais il reste de grandes ambitions quant aux résultats importants qui peuvent être obtenus, entre-temps, sur une vaste gamme de sujets et c'est nécessaire si nous voulons avoir une chance d'achever le cycle dans les temps. La réunion de Hong Kong doit nous amener à la dernière étape des négociations. Cela signifie que les ministres devront pouvoir travailler sur un ensemble gérable de décisions clefs. Si les ministres ont en mains un trop grand nombre de décisions à prendre, la réunion ministérielle n'aboutira pas.

Il est nécessaire de passer à la vitesse supérieure dans les négociations et surtout, de changer d'état d'esprit et de méthode. Il est plus que temps de passer du recensement des problèmes à leur règlement, des considérations techniques aux considérations politiques et des généralités aux points précis. Sur la base du principe de l'« entreprise unique », en vertu duquel « rien n'est décidé tant que tout n'est pas décidé », les négociateurs doivent se montrer plus disposés à être à l'écoute de leurs besoins mutuels. Nous devons consacrer moins d'énergie et de créativité à décider des torts des uns et des autres et davantage à trouver des solutions dans lesquelles chacun se retrouve.

Le monde en développement et la communauté internationale ont beaucoup à perdre d'un échec éventuel du cycle de Doha. Moyennant la volonté

politique nécessaire, la communauté internationale dispose également de la prévoyance, de la compassion et de l'énergie voulues pour veiller à ce que cela ne se produise pas.

Pour terminer, je voudrais, au nom de l'Organisation mondiale du commerce, transmettre nos meilleurs vœux à l'ONU en cette auguste occasion, celle de son sixième anniversaire. J'ai pris note de toutes les observations faites sur le cycle de Doha et sur la nécessité d'aboutir dans les négociations et la réunion de Hong Kong. Elles seront dûment retransmises.

Le Copräsident (Suède) (*parle en anglais*) : Je donne à présent la parole à M^{me} Leonor Briones, Directrice de Veille sociale.

M^{me} Briones (Veille sociale) (*parle en anglais*) : Les objectifs du Millénaire pour le développement ne seront pas atteints d'ici à 2015. Ainsi en concluent les organisations de la société civile cinq ans après l'adoption de ces objectifs par la communauté mondiale des nations. Les promesses de la Déclaration du Millénaire n'ont pas été tenues. Les financements trouvés dans le cadre du Consensus de Monterrey n'ont pas tous été décaissés. Les grandes mesures relatives au financement du développement prises en concertation par les chefs d'État et de gouvernement n'ont pas été pleinement mises en œuvre. En conséquence, plus d'un milliard de personnes vivent toujours dans la misère. Des petites filles ne peuvent toujours pas aller à l'école. La mortalité infantile demeure élevée. Des femmes continuent de mourir en couches. La pandémie de VIH continue de se propager. On continue de détruire l'environnement. Et des questions mondiales relatives au commerce, à l'endettement et à l'aide publique au développement ne sont toujours pas réglées.

Les pays en développement se voient continuellement rappelés à leurs responsabilités en matière de mobilisation de leurs ressources nationales. Mais comment pourraient-ils collecter plus d'impôts avec une économie en stagnation, au développement contrarié par des termes de l'échange injustes, par l'immense fardeau de la dette et par les programmes d'ajustement structurel? Nous déplorons, à cet égard, le caractère conditionnel des programmes d'ajustement structurel, qui oblige les pays à ouvrir leur marché et leurs ressources naturelles aux investissements étrangers. Les pays en développement exigent non

seulement que les investisseurs étrangers assument leurs responsabilités, mais aussi qu'ils veillent à la transparence de leurs transactions et rendent des comptes aux pays qui les hébergent, dont ils exploitent les ressources naturelles pour en tirer profit.

Le commerce est la source extérieure la plus importante de financement du développement. Le paradoxe, c'est que de nombreux pays en développement ont encore à souffrir de termes de l'échange inéquitables. Comme le disait de façon poignante un responsable africain, « Vous avez exigé que nous honorions nos dettes; nous l'avons fait. Vous nous avez demandé de restructurer notre économie; nous l'avons fait. Notre population a enduré pour cela des souffrances sans nom, mais nous l'avons fait. Vous avez même exigé que nous changions de dirigeants; nous l'avons fait. Mais vous refusez d'acheter notre coton, notre cacao et nos autres produits. »

Une augmentation notable de l'aide publique au développement vers les pays en développement n'a pas été obtenue. Un certain nombre de pays riches se refusent toujours à honorer un engagement vieux de 30 ans – partager 0,7 % de leur produit national brut. Nous demandons à l'Assemblée générale de rappeler cette promesse aux États Membres récalcitrants.

Deux décennies ont passé depuis la dernière crise mondiale de la dette. Les bébés qui ont survécu à cette crise ont maintenant 20 ans. Ils portent encore les traumatismes de la malnutrition, d'une scolarité insuffisante et d'une santé défaillante. Ils ont été tragiquement privés de capacités essentielles au développement humain.

La crise de la dette fait toujours rage dans de nombreux pays d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique. Alors que le Groupe des Huit s'est engagé à annuler la totalité des dettes des pays pauvres lourdement endettés éligibles, les pays qualifiés pudiquement de pays à revenu intermédiaire se retrouvent au bord du gouffre, se débattant dans les affres d'un endettement insoutenable, sans parler des coups supplémentaires assénés par les catastrophes naturelles, l'iniquité des termes de l'échange, les effusions de sang et les conflits. Nous exhortons, par conséquent, l'Assemblée générale à appuyer les mesures de soulagement de la dette à l'intention des pays à revenus intermédiaires dont l'économie a été ravagée par des catastrophes naturelles telles que le tsunami ainsi que des pays ayant un fort taux de pauvreté et d'endettement.

La persistance des crises de la dette souligne la nécessité de réformer le système financier international. Nous exigeons des institutions multilatérales transparence et responsabilité. Il faut renforcer la voix et le vote des pays en développement dans la gouvernance de ces institutions. De même, nous exhortons les Membres de l'Assemblée générale à affecter davantage de ressources à la promotion de l'égalité entre les sexes dans leurs pays respectifs.

Les Chefs d'État et responsables gouvernementaux ont fait beaucoup de promesses depuis des décennies, notamment au Sommet mondial pour le développement social, en 1995, à la Conférence mondiale sur les femmes à Beijing, en 1995, au Sommet du Groupe des Sept de 1999, au Sommet du Millénaire, en 2000, à la Conférence internationale sur le financement du développement, en 2002, au Sommet de Johannesburg, en 2002, et au sommet récent du Groupe des Huit à Gleneagles.

Des promesses, toujours des promesses. La présente session de l'Assemblée générale n'est pas le moment de faire d'autres promesses. C'est le moment de tenir ces promesses, les anciennes comme les nouvelles. Les pauvres de ce monde ne peuvent attendre 2015. Tenez vos promesses.

Le Coprésident (Suède) (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M. Rajat Kumar Gupta, associé principal mondial de McKinsey and Company.

M. Gupta (McKinsey and Company) (*parle en anglais*) : J'ai passé une bonne partie de ma vie à dialoguer avec les entreprises, les gouvernements et la société civile. Je m'adresse à l'Assemblée aujourd'hui en convaincu que lorsque les trois collaborent ensemble en partenariats public-privé – comme dans le Fonds mondial, par exemple – notre monde fonctionne mieux. Mais la méfiance et l'incompréhension nous empêchent de collaborer plus souvent. Et lorsque cela se produit, nous sommes tous perdants : les entreprises perdent des débouchés, les gouvernements perdent de la crédibilité et la société est de tous la plus lésée.

Qu'il me soit permis, d'emblée, de dire, dans les termes les plus vigoureux, ma conviction et mon expérience selon lesquelles la croissance économique et nos ambitions d'élimination de la pauvreté dépendent du dynamisme du secteur privé et du commerce et de l'élan qui leur est donné. En fait, je ne pourrais envisager une stratégie de développement dont le secteur privé serait absent ou qui l'ignorerait.

Et pourtant, lorsque nous cherchons à savoir dans quel cas le développement a été une réussite, nous constatons qu'à chaque fois c'est le secteur privé qui a été le moteur du développement, car c'est lui qui donne le coup d'envoi du cycle économique vertueux. De nouvelles entreprises sont créées, de nouveaux emplois sont créés, de nouvelles compétences sont acquises et les revenus commencent à grimper. Très vite, la croissance et la productivité suivent, stimulant l'innovation et le rendement, apportant les produits et les services que les gens veulent et dont ils ont besoin. Parallèlement, la conjoncture est propice et la population gagne en autonomie et en dignité.

La simple vérité est qu'il n'y a pas d'espoir de développement sans secteur privé et que, à long terme, il n'y a pas de secteur privé sans développement.

Je commencerai par le secteur privé. Ce qui fait vivre le secteur privé, c'est la croissance. La croissance, c'est ce que les actionnaires veulent, mais, plus important encore, c'est ce qui motive travailleurs et gestionnaires. De nos jours, les entreprises n'ont de cesse de rechercher de nouvelles technologies, de nouveaux marchés pour leurs produits et de nouvelles économies. Mais, comme nombre de ces pays sont encore en voie de développement, leurs marchés sont eux aussi encore en voie de développement.

Une nouvelle démarche s'impose donc. Les entreprises qui ont une vision très courte commettent des erreurs fondamentales. Elles commettent l'erreur morale de ne voir que le profit et non les individus. Elles commettent également une erreur de gestion en investissant là où il n'y a que des gains à court terme. Elles ne parviennent pas à construire des marchés et des opportunités à long terme, la clef du succès de toute entreprise.

S'ils avaient bien compris où était leur intérêt, les chefs d'entreprises se retrouveraient aux réunions sur le développement, seraient les architectes des stratégies de développement, se joindraient aux partenariats entre secteur public et secteur privé et, le cas échéant, deviendraient des philanthropes. Aux chefs d'entreprises, je dis : ne le faites pas sous la pression, faites-le parce que vous construirez des communautés plus fortes, où des citoyens prospères deviendront bientôt vos employés et vos clients.

Quant aux gouvernements, je dis qu'ils ne peuvent espérer de développement sans secteur privé. Mais le secteur privé a effectivement besoin d'eux pour

prosperer. Chaque fois que nous constatons que le secteur privé est à l'origine du développement, c'est le Gouvernement qui a fait en sorte que les conditions soient propices. Seuls les gouvernements sont à même de créer ces conditions : des conditions qui permettent aux entreprises de croître, puis aux sociétés de prospérer.

Tout d'abord, dans les économies les plus sous-développées, l'aide et le financement innovateur fournis par les pays riches peuvent assurer le seuil minimum requis pour assurer la prospérité du secteur privé. Ce n'est que lorsque l'on poursuivra activement les objectifs du Millénaire pour le développement que le cercle vertueux du développement pourra commencer. Alors, dans chaque pays, les dirigeants fixent le cadre de l'entrepreneuriat, en créant des entreprises, en en fermant, et en officialisant les règles du jeu. En outre, elles fixent le cadre de la concurrence nationale, de la protection des travailleurs, du respect des contrats et de la protection de la propriété intellectuelle et des autres biens.

J'en appelle aux dirigeants pour qu'ils espèrent davantage du secteur privé, pour qu'ils comprennent que ce dernier peut apporter non seulement des investissements, mais aussi une expertise et des capacités, et qu'il peut non seulement fournir des entreprises, mais également aider au fonctionnement de l'infrastructure et à la fourniture des biens publics. On pourrait penser que la barre est placée bien trop haut, mais je crois que tout développement qui omet de tirer parti du secteur privé est un développement qui vise trop bas.

Nous devons tous placer la barre plus haut. Je sais que nombre des réformes gouvernementales dont je parle requièrent du courage et la volonté de prendre des risques politiques. De nombreux hommes d'État politiques se trouvent dans cette salle, mais lorsque je rencontre des clients de par le monde, je vois de plus en plus d'entrepreneurs devenir des hommes d'État également. On constate de plus en plus que les mentalités politiciennes qui menacent la coopération pourraient ne plus être qu'un souvenir.

Je prie instamment tous les dirigeants de ce monde, ainsi que mes collègues chefs d'entreprises, de saisir cette occasion pour agir dans leur propre intérêt et pour œuvrer de concert, dans l'esprit d'un véritable partenariat.

Le Copräsident (Suède) (*parle en anglais*) : que la présente phase de son examen du point 53 de l'ordre du jour provisoire.
Nous avons entendu le dernier orateur dans ce débat.

L'Assemblée générale a donc terminé sa réunion distincte sur le financement du développement ainsi
La séance est levée à 14 h 25.